

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 17 DÉCEMBRE
 N° 329 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

Conférence de presse de Séguy, hier :

Il parle haut et fort mais, s'oppose dans les faits à la volonté de riposte des travailleurs.

OPEP

Relèvement
du prix
du pétrole
inférieur
aux pertes
subies par les
producteurs

C'est hier soir que les ministres du pétrole des pays de l'OPEP, réunis à Qatar, devaient finalement donner connaissance de leur décision concernant le relèvement du prix du brut. D'ores et déjà, en milieu de journée, il semblait cependant acquis que la hausse serait effective, et qu'elle ne dépasserait pas les 10 %. Les pays exportateurs décideraient par ailleurs de réexaminer la question lors d'une nouvelle réunion qui se tiendrait dans six mois, en juillet. Ce nouveau rendez-vous est rendu nécessaire par deux facteurs : d'une part, le relèvement du prix décidé hier est largement insuffisant pour combler les pertes subies par les producteurs depuis le dernier ajustement de septembre 1973. D'autre part, l'inflation qui sévit dans les divers pays capitalistes occidentaux risque de remettre rapidement en cause la compensation que les pays de l'OPEP se sont donnés par la décision d'hier.

Voir p. 3

LE PLAN BARRE EN ACTION

DES CENTAINES DE LICENCIEMENTS DANS LE TEXTILE ET LE VERRE



Hier, Barre s'étalait encore à Antenne 2. Pendant ce temps, son plan de misère faisait de nouveaux ravages à Noelem (Ste Savine), à Montefibre (Vosges), à Mas Textile (Toulouse), chez BSN (à Rive de Giers et Vauche, dans la Loire), et aux cristalleries de Fougères, les dépôts de bilans, licenciements et ruptures de contrats temporaires portaient à près de quinze cents le nombre des travailleurs qui seront jetés à la rue par son « plan de sauvetage ». Il pouvait être fier de sa journée !

Voir p. 5

● ST NAZAIRE

● L'intersyndicale
fait évacuer le
chantier Voir p. 4

● EDF-GDF
Les
rendez-vous
de janvier

Les pressions au sein de l'intersyndicale EDF-GDF ont été fortes. L'épouvantail de l'opinion publique dressée contre une grève aux fêtes a encore joué. Décidément le poids de l'échec de 69 pèse bien lourd encore !

Pourtant, rarement les gaziers et électriciens avaient au cours de Journées d'Action marqué une telle combativité : nombreux sont les centres où la grève rassemblait plus de 85 % de grévistes. Les délestages ont souvent été au delà des consignes (avec 40 % de baisse de courant de moyenne nationale enregistrée). Quelques centres ont été bloqués, occupés, au moins quelques heures (comme EGF Ile de France Sud) tandis que les Assemblées de Travailleurs plutôt houleuses se déroulaient. A Toulouse, Laval, Troyes, Angers... cela n'a pas été très facile pour les directions syndicales d'étouffer les propositions de continuation en grève du zèle tournante par région lancée par des militants surtout CFDT, et de dire, purement et simplement : « rendez-vous en janvier » !

Voir p. 5

Caisses d'Épargne

LES TRAVAILLEURS
CONTRE LE PATRON
AU PALAIS DE JUSTICE

Déterminés à
renforcer leur lutte

Hier soir, les travailleurs des Caisses d'Épargne de Paris étaient nombreux au Palais de Justice. Il n'y avait pas assez de places dans la salle des référés. Mais ce ne fut pas long, le jugement a été reporté à samedi matin 10 h, à la demande de l'avocat de Viet, le patron des Caisses d'Épargne. La raison invoquée pour ce report : l'avocat de Viet n'a « pas eu le temps de préparer sa défense », car il venait d'apprendre que Me Bouaziz, l'avocat des « Ecureuils », demandait aux référés le paiement de la prime et des jours de grève, sur la base du rapport de Jean Marx. Une explication fut donnée par un délégué à l'ensemble des travailleurs présents, qui sont repartis en attendant de se retrouver ce matin en Assemblée Générale, et de nouveau samedi matin au tribunal, bien déterminés pendant ces deux jours, à renforcer leur position face au patron !

Suite P. 5

Ponomarev en France

L'URSS
veut dicter
sa politique
à la France

Voir p. 8

NUCLÉAIRE
GISCARD CEDE
AUX USA

Voir p. 3

ESPAGNE

La réforme de
Juan Carlos adoptée
par référendum

94,5 % des votants ont répondu oui au référendum sur la réforme « démocratique » de Juan Carlos. Le processus entamé depuis la mort de Franco, pour liquider les institutions franquistes est donc arrivé à son terme. La bourgeoisie espagnole, les courants politiques issus du franquisme ont dans leur ensemble choisi la forme démocratique musclée que Juan Carlos met progressivement en place pour continuer à exercer sa dictature. Seule une minorité de ces forces (moins de 3 % des voix ont voté non) défendait le maintien du

régime mis en place par Franco. Ce sont d'ailleurs les membres de Fuerzas Nuevas (Forces Nouvelles), le groupe qui s'opposait le plus violemment à la réforme qui supervisait les opérations électorales dans certains bureaux de vote à Madrid !

Les abstentions s'élevèrent officiellement à 22 %. Au Pays-Basque, c'est 56 % des électeurs qui ne se sont pas rendus aux urnes dans la province de Guipuzcoa.

Suite p. 7

la télévision à l'heure de giscard



Par Jean Pierre BOULOGNE

LA VOIX DE SON MAITRE

De la «voix de la France» au «pluralisme»

Dans le cadre de cette réforme, il s'agit pour Giscard et son équipe de redorer le blason de l'information télévisée, ternie par l'utilisation qu'en avaient fait ses prédécesseurs.

Le journal télévisé était, trop manifestement, l'émanation directe du gouvernement. (voir encadré ci-contre).

D'ailleurs Pompidou n'avait-il pas déclaré dans sa conférence de presse du 22 septembre 1972 : «Qu'on le veuille ou non, le journaliste de télévision n'est pas tout à fait un journaliste comme les autres. Qu'on le veuille ou non, la télévision est considérée comme «la voix de la France» et par les Français, et par l'étranger».

La réforme de 74, la mise en place de trois chaînes concurrentes, sont destinées à donner au système de

l'information télévisée une façade «libérale» et «pluraliste». Pour cela, on va multi-

plier les débats avec des personnalités politiques qui viennent, selon l'expression

Lorsque ces solides garde-fous se révèlent insuffisants, le gouvernement n'hésite



«Il va falloir faire du bruit pour qu'ils se dérangent !»

TÉMOIGNAGE D'UN OUVRIER DE TEPPAZ A LYON

«Pendant les neuf mois de lutte l'an passé, la télé est venue mais on luttait déjà depuis un moment quand ils sont venus puis qu'on avait déjà repris la production à notre compte. Il a fallu qu'on leur demande sans arrêt pour qu'ils viennent et s'ils ont parlé de nous, c'est parce qu'ils étaient obligés, vu que notre lutte commençait à être connue et à faire du bruit.

Mais pour neuf mois, ils ont parlé de nous deux fois aux actualités régionales. Ils sont venus, ils nous ont filmé pendant le travail, mais avec ce film, ils ont passé à la télé des gars de FO, qui avaient créé une section fantôme alors que c'était la CFDT, largement majoritaire, qui dirigeait la lutte. Une fois ils ont passé Fayol (un délégué CFDT) mais c'est

comme dans le «Progrès» quand on envoie des communiqués, ils n'en passent qu'un petit bout, et c'est eux qui choisissent.

Quand on a repris le boulot, ils ont juste passé une petite information, c'est sûr qu'ils n'ont pas présenté cela comme la victoire que c'était ; par contre le patron qui a repris la boîte, il a pu passer, et longtemps pour faire sa publicité.

Cette année, cela fait un certain temps qu'on occupe depuis le nouveau dépôt de bilan, et bien qu'on leur ait demandé, ils ne sont pas encore venus ; ils ont juste annoncé le dépôt de bilan en passant le bout de film de l'an dernier. Il va falloir qu'on fasse du bruit pour qu'ils se dérangent...»

de Giscard, «expliquer la politique du gouvernement», ou celle de l'opposition. Les journaux télévisés cherchent leur style, la meilleure manière de faire passer l'amère pilule aux travailleurs. Yves Mourousi à 13 heures, donne le «sensational», «l'exclusif» : Roger Gicquel, le soir sur TF1, commente l'actualité avec un gros bon sens paternaliste, exhortant les travailleurs à la sagesse et au calme...

UNE INFORMATION PLUS SOIGNEUSEMENT CONTRÔLÉE QUE JAMAIS

Mais ce libéralisme s'exerce dans un cadre parfaitement contrôlé. Le licenciement de nombreux journalistes, lors de la mise en place de la réforme, la nomination de nouvelles équipes à la tête de l'information télévisée, ont abouti à introduire des gens particulièrement sûrs et dévoués à Giscard : tels Patrick Poivre d'Arvor (un des présentateurs du journal de l'A2) qui est un Républicain Indépendant notoire, Roger Gicquel un ancien du Parisien Libéré, etc. Certains journalistes parlent d'un «véritable quadrillage politique des rédactions, dont l'encadrement est nommé par le Ministère de l'Intérieur».

pas à intervenir directement. Les Dossiers de l'Écran consacrés à «la police» constituent un exemple particulièrement révélateur.

UN TECHNICIEN D'ANTENNE 2 RACONTE

«Nous étions en train de visionner le film de Melville : «Un flic», qui devait servir d'introduction au débat, lorsque deux personnes du Ministère de l'Intérieur sont arrivées et nous ont fait sortir de la salle pour préparer tranquillement l'émission avec Armand Jammot...»

Enfin une réforme récente des Services de l'Information gouvernementaux confie la responsabilité juridique et technique de ces services directement au Premier Ministre (et non plus à un secrétaire d'Etat) et renforce les services de presse de la Présidence, dirigés par Lecat l'auteur du rapport sur la restructuration de l'Imprimerie, et ancien Ministre de l'Information.

Au fil des jours, le véritable but de la réforme de 74 apparaît de plus en plus clairement : faire de la télévision un appareil de propagande efficace, sous une apparence «démocratique», «giscardiser l'information» afin de préparer les élections de 78.

L'information télévisée est, depuis le début des années 50, l'enjeu important d'un conflit entre les diverses couches de la bourgeoisie. Touchant directement des millions de travailleurs, sous une forme plus directement accessible que la presse écrite, la télévision est devenue l'instrument de propagande préféré de la classe dominante, une tribune commode pour faire passer le point de vue officiel, les campagnes d'opinion sur tel ou tel sujet.

Chaque tournant de la vie de la télévision française a été l'occasion d'une «remise en ordre» de l'information : grande lessive après mai 68 (72 licenciements de journalistes), remise en ordre en 1972, avec l'arrivée de Messmer à la tête du gouvernement, etc...

La réforme de 74, qui s'inscrit dans la ligne suivie par les régimes précédents, vient renforcer le contrôle des principaux moyens d'information (affaire Hersant, Parisien Libéré, etc.)

A. PEYREFITTE :

QUAND UN MINISTRE DE L'INFORMATION ENTRE EN FONCTION...

«Christian de la Malène, à qui je succède dans le premier cabinet de Georges Pompidou, me montre sur le bureau une batterie de boutons de sonnettes :

—«Celui-ci, c'est pour faire venir l'huissier, cet autre votre chef de cabinet, et ceux-là le directeur de la RTF (Radio Télévision Française), le directeur des journaux parlés et télévisés, le directeur des programmes de la télévision, le directeur des programmes de la radio...»

Naïf, je m'étonnais de pouvoir sonner les responsables de la RTF, comme une chatelaine de jadis ses femmes de chambres.

—«C'est ainsi. Tous les jours vers cinq heures, vous les appellerez pour arrêter les grandes lignes du journal du soir à la radio et à la télévision. Vous pouvez aussi à tout moment leur donner des instructions par le téléphone intérieur. Ne quittez pas votre bureau avant une heure et demie et huit heures et demie. Après le journal télévisé, vos collègues vous appelleront pour vous reprocher ce qui leur a déplu...»

Ce système datait d'avant-guerre. Les ministres des PTT étaient alors patrons de la radio officielle. Un tel système avait reçu ses lettres de noblesse de Jean Giraudoux, chargé au début de la guerre, d'organiser l'information d'État. Il s'était maintenu et perfectionné depuis la Libération jusqu'au début de la V^e République, avec trente-deux ministres, parmi lesquels Malraux, Mitterrand, Defferre, Soustelle. Le même immeuble rassemblait autour de son ministre, son cabinet et ses services et tout l'état-major de la RTF.

(A. Peyrefitte, «Le mal français», page 69)

RADIO-TÉLÉ ET POLICE...

1974 : EXTRAITS DU LIVRE BLANC RÉALISÉ PAR LE SNJ (Syndicat des Journalistes) SUR L'INFORMATION A L'ORTF

«Juin 1973, grève des mariniers dans la région de Thionville. Le canal est bloqué par les péniches. Les CRS sont présents, l'ORTF aussi. Les mariniers expliquent leur position lorsque surgit d'une voiture un fonctionnaire des Renseignements Généraux qui déclare au journaliste : «Votre patron veut vous parler au téléphone au bistrot de l'écluse...» C'est vrai, et le rédacteur en chef prie le journaliste et l'équipe de reportage de rentrer aussitôt à la station : «J'ai reçu un coup de fil de la préfecture, ça va chauffer. Mieux vaut ne pas être là pour filmer quelques heures toujours possibles (sic).»

«Le service des relations publiques de l'ORTF, un poste clef, était jusqu'à ces jours derniers confié à un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, M. Studer, qui vient de rejoindre son corps d'origine pour occuper les fonctions de chargé de presse de la Police nationale. Ainsi, il est prouvé qu'un aller et retour entre l'Intérieur et l'ORTF ne pose aucun problème de conversion. Il est également prouvé qu'aucun problème de conversion ne se pose entre Maignon et l'ORTF, puisque, pour remplacer M. Studer, la présidence de l'Office vient de faire appel à M. Berger, qui occupait auparavant le poste de chef des services de presse du Premier Ministre. De même, l'actuel directeur de la 3^e chaîne, Jean-Louis Guillaud, avait longtemps cumulé ses responsabilités à l'Office avec celles de conseiller à la présidence de la République !»

Le meilleur serreur de ceinture de France

UN PREMIER MINISTRE
PAS TRES SUR DE LUI

Capable à tout moment d'aligner des chiffres concernant la situation économique, sans pour autant convaincre sur la réussite de son projet, gauche et inexistant dès qu'on aborde le terrain de la situation politique : tel est apparu mercredi soir sur Antenne 2, Raymond Barre, premier ministre pour rire.

Bien entendu, avec les premiers chiffres concernant l'augmentation des prix en octobre et novembre, qui tournent autour de 1% par mois, c'est sur son plan «anti-inflation» que Barre a largement été questionné. «Je ne fais pas une politique de l'indice», devait-il froidement déclarer. Et d'annoncer d'avance, sous prétexte de relèvement du prix du pétrole brut, que l'indice de janvier serait mauvais. Mais enfin, que voulait-il donc dire, en annonçant son plan, voici trois mois, lorsqu'il fixait un objectif chiffré à la hausse des prix pour 77, en faisant le centre même de sa politique ? N'est-ce pas, finalement, en termes d'indice que cela se traduit ? Et le blocage des salaires, le prétendu gel des prix, ne devaient-ils, dans son esprit, que déboucher sur un maintien de l'inflation à son niveau des mois précédents ? Cette petite phrase ressemble fort, alors que le plan n'est en route que depuis trois

mois, à un premier aveu d'échec.

Avec quelle conséquence concernant la politique qui va être suivie ? Certainement pas un changement dans la politique des salaires : les ouvriers des entreprises nationalisées auront certainement relevé, entre autres, le passage où Barre les traitait pratiquement de budgétivores. Le CNPF, lui, pourra se satisfaire de l'indication donnée : la deuxième préoccupation sera «le soutien de la conjoncture». Ce qui revient à dire que les revendications patronales concernant l'aide à l'investissement seront vraisemblablement satisfaites, au moins en partie. Quant à l'emploi, c'est le cadet des soucis du «meilleur» ou «d'un des meilleurs» : (la formule a été discutée à C'est-à-dire) «économiste de France». Il ne l'a citée dans l'ordre des objectifs qu'en dernier, derrière les «économies d'énergie» !



Mais, être premier ministre, ce n'est pas seulement s'occuper d'économie, à l'heure où les contradictions politiques prennent dans la majorité comme dans l'opposition un tour de plus en plus aigu. Sollicité de donner son avis sur le PCF, Barre n'a rien trouvé d'autre que de reconnaître «certains changements», et de rajouter qu'il «faudrait sonder les reins et les cœurs».

Dirige-t-il réellement la «majorité» ? Personne n'y

croit vraiment, à l'heure où chacun, dans ses rangs, s'oppose au voisin dans la préparation des échéances électorales à venir et de leur lendemain. Lui croit pourtant l'affirmer. Mais quand on lui demande s'il dirigera son combat électoral en 78, il répond : «Eh bien, attendons de voir si je serai encore premier ministre, et à ce moment là, nous aviserons». Solide confiance dans son propre destin politique, à la mesure des sentiments que lui portent les masses populaires de notre pays.

SONDAGE - SIMULATION IFOP
PARIS MATCH

Le journal Paris-Match publie un sondage-simulation de l'IFOP sur les intentions de vote pour les législatives. D'après l'IFOP, le sondage a été effectué sur un échantillon de 2685 personnes. Ordinairement, ils se font avec 2000 personnes. Il a été fait avant la tenue du rassemblement

• Le milliardaire Daniel Wildenstein, riche marchand de tableaux, propriétaire d'une écurie de courses était poursuivi pour fraude fiscale. La fraude portait sur plusieurs centaines de millions, le ministre des finances de l'époque : Valéry Giscard d'Estaing, avait promis qu'il serait intraitable avec de tels fraudeurs. Entre temps il y a eu les élections présidentielles, Wildenstein s'est montré un farouche partisan du candidat Giscard, généreux aussi sans doute pour ses caisses électorales. Le juge d'instruction a signé un non-lieu en faveur de l'inculpé. Est-ce un hasard ?

de Chirac. L'originalité de cette opération vient de ce qu'à partir des données brutes, un traitement a été fait pour obtenir un résultat en nombre de sièges à l'Assemblée Nationale, différencié selon les différentes tactiques de la majorité (circulaire unique ou non au premier tour). En voici les résultats :

- Hypothèse où la majorité présente un seul candidat au premier tour : Majorité : 169 sièges (UDR 94, RI 31, Centre 44). Opposition : 29 sièges (PS-RG 213, PC 85)

- Hypothèse où la majorité présente trois candidats au premier tour : Majorité : 215 sièges (UDR 130, RI 39, Centre 46). Opposition : 252 sièges (PS-RG 167, PC 85)

Ces résultats vont être abondamment commentés (ils accèdent le renforcement du PS, et donnent un certain poids à l'opération Chirac). Une remarque technique s'impose : la fourchette d'incertitude, qui permet d'analyser des résultats en pourcentage, rend beaucoup plus aléatoire leur traduction en sièges de députés. Aucun détail n'est donné à ce propos par l'IFOP.

Ils récidivent

• Lecanuet, du CDS, a encore répété que «normalement, dans les institutions de la V^e République, le président de la République est l'arbitre à l'intérieur de la majorité». Il a ajouté que : «Si les partis veulent agir séparément, exercer une influence prépondérante, cela serait une tentative de retour au régime des partis». Naturellement, il visait le RPR : c'est l'hôpital qui se moque de la charité.

• Jérôme Monod, nouveau secrétaire général du RPR, toujours sur la même question, a déclaré que c'était «tuer la concertation que mettre un arbitrage à son terme», que «l'exécutif ne doit pas désigner les candidats».

• Buhl, de la CGT, a cru pouvoir déclarer bien fort hier que «la perspective des élec-

tions municipales ne constituait en aucun cas une entrave pour mener des actions au premier trimestre 77 «sous les formes et avec la puissance nécessaires». Dommage pour lui que Ségué ait déjà dit le contraire, et que les travailleurs de Parisien Libéré, des chantiers de Saint-Nazaire et de l'EDF-GDF en aient déjà fait la triste expérience.

• De la Malène, ex-UDR, désormais RPR, a confirmé sa candidature à la mairie de Paris. Il a même précisé le titre que porteront les listes qu'il va constituer : «Union pour Paris». A cette occasion, il a repris les attaques portées récemment par le RPR contre «l'arbitrage du président de la République, concernant la désignation des candidats de la «majorité» aux divers scrutins qui se préparent.

Nucléaire

GISCARD CEDE
AUX USA

Le conseil de politique nucléaire qui s'est réuni hier à l'Élysée a pris deux décisions importantes : désormais, la France refusera de vendre toute usine de retraitement des déchets à des pays étrangers. De même, lorsqu'elle vendra des centrales nucléaires, elle prendra des assurances pour que les déchets de la production d'énergie soient réexportés en France.

Ces deux indications reviennent pratiquement à empêcher les pays auxquels la France livrera des centrales de s'orienter grâce à cette acquisition vers la construction de l'arme atomique. Cette position est celle que depuis longtemps l'impérialisme américain essayait d'imposer à notre gouvernement. Un conflit avait surgi notamment au mois d'août à propos d'un contrat passé avec le Pakistan pour une usine de retraitement, et que les États-

Unis voulaient à tout prix faire annuler.

Il y a des années et des années que l'impérialisme américain cherche à limiter autant que possible le monopole de l'arme nucléaire, généralement en liaison avec l'URSS : le traité de «non-prolifération» dont les deux super-puissances avaient été initiatrices en était la première étape. A l'époque, notre bourgeoisie, qui était en train de se doter de son armement atomique, s'y était violemment opposée. Ces dernières années, pour des raisons purement commerciales, la France essayait de se placer sur le marché du nucléaire en se trouvant la seule à accepter de vendre le type d'équipement sur lequel elle vient de mettre l'embargo.

C'est une nouvelle capitulation devant les exigences américaines qui a été décidée hier à l'Élysée.

OPEP

Relèvement du prix du pétrole
inférieur aux pertes subies
par les producteurs

Suite de la une

Au moment où avait commencé la réunion des treize pays membres de l'OPEP, l'unanimité était déjà presque acquise sur la nécessité d'un relèvement du prix du brut. Certes, le représentant de l'Arabie Saoudite, Yamani, avait bien indiqué que son pays n'y était pas favorable. Mais, bien qu'elle soit le pays qui exporte le plus de pétrole au monde, l'Arabie était évidemment décidée à tenir compte du point de vue des autres pays membres de l'organisation, et à appliquer les décisions communes qui seraient prises à Qatar.

Ce sont les situations différentes dans lesquelles se trouvent placés économiquement les différents pays exportateurs qui déterminent leur position sur cette question des prix. Plusieurs facteurs : la quantité des exportations, le niveau des réserves, le chiffre de la population, la nature des projets de développement en cours, influent en effet sur l'attitude des différents États. Ce qui cause, par exemple, l'existence de positions assez proches entre l'Iran et l'Irak, partisans l'un de l'autre d'un relèvement assez fort malgré les différences politiques de taille entre les deux régimes en question, tandis que l'Algérie, de son côté, souhaitait plutôt un relèvement modéré.

Mais s'il est un point sur

lequel les pays producteurs se retrouvent d'accord sans difficulté, c'est sur «l'énorme dépréciation en termes réels» qu'on subit leurs exportations, comme le disait l'émir du Qatar. La commission économique de l'OPEP a en effet évalué à 26,9% l'inflation dans les principaux pays capitalistes occidentaux depuis septembre 1975, date du dernier relèvement du prix du brut.

Aussi, quelles que soient par ailleurs les divergences secondaires d'intérêt qu'ils peuvent avoir entre eux, ou même le degré de sensibilité différent aux pressions des impérialismes occidentaux, il ne se trouvait pas un pays de l'OPEP à la réunion de Doha pour mettre en cause la légitimité de l'augmentation du prix du pétrole.

• NAUSSAC : LE PS CONTRE LES PAYSANS : Arsène Boulay, député socialiste, président du conseil général du Puy de Dôme s'est déclaré favorable au barrage de Naussac contre lequel luttent les paysans de cette région de Lozère. Boulay affirme que tous les parlementaires socialistes concernés par le barrage l'approuvent. C'est un sérieux coup de main au pouvoir avant la décision du Conseil d'État sur le recours formé contre le décret

LUTTES OUVRIÈRES

CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE (St NAZAIRE)

Après avoir évacué le pétrolier «Bellamy» lundi matin, l'inter-syndicale des Chantiers de l'Alstom-Atlantique à Penhoët a fait de nouvelles reculades mercredi : en acceptant d'évacuer les chantiers, en acceptant de supprimer la présence devant les grilles principales, et en acceptant de quitter les locaux syndicaux (le siège syndical des chantiers sera désormais en ville !) enfin en acceptant de supprimer les piquets aux points stratégiques du bateau. Autant de reculs successifs qui entraînaient la perte de tout contrôle sur le bateau et par là même un moyen de pression important sur la direction. C'est bien ce que celle-ci voulait : depuis le début de la lutte, elle avait adopté une attitude intransigeante, lock-outant rapidement les ouvriers puis menaçant de faire intervenir les flics si le bateau n'était pas évacué, posant enfin à la réouverture du chantier toute une série de conditions plus humiliantes les unes que les autres. L'inter-syndicale a tenté de justifier ces reculades en ces termes : «Il fallait enlever tout prétexte faisant obstacle à la levée du lock-out et à la reprise des négociations», négociations que la direction ne s'est nullement engagée à ouvrir ! Dans ces conditions que veut dire la volonté «plus ferme que jamais de faire aboutir les revendications» ?

On peut se le demander d'autant plus au regard de la situation d'hier : la direction ayant fait rouvrir les chantiers, les travailleurs sont donc rentrés. L'inter-syndicale a appelé hier par un tract à l'ouverture de négociations. Mais une fois de plus comment les faire aboutir ? La seule proposition qui a été faite a été un débrayage de trois quarts d'heure avec un meeting devant les bureaux de la direction.

ATELIERS FRANÇAIS DE L'OUEST :

La direction annonce :

- 300 licenciements
- Blocage des salaires !
- Suppression des avantages acquis !

le plan barre ne doit pas passer

Les Ateliers Français de l'Ouest (AFO) exploitent pour l'essentiel un chantier de réparation navale à Brest ainsi qu'un établissement de construction et réparation navale à St Nazaire. Le conseil d'administration, on le sait, vient de se réunir et de faire connaître un certain nombre de décisions : approuvant les propositions de son Président Directeur Général, il a décidé de «diversifier» le travail effectué jusqu'ici aussi bien en ce qui concerne la réparation que le secteur construction. En ce qui concerne ce dernier, un établissement serait construit à Brest, spécialisé dans la fabrication d'ensembles mécaniques.

Mais la direction précise rapidement que la «diversification» en question fait apparaître «que sur 1 500 emplois que compte l'entreprise, 300 seraient en 1977 temporairement (!) en excédent». Bref, ce sont 300 travailleurs qui risquent de se retrouver au chômage ! Pour éviter toute riposte, la direction qui ne manque pas de culot propose à ceux-ci d'attendre sagement l'éventualité d'une «nouvelle croissance», en clair d'attendre que leur soit proposé... en 78 à St Nazaire une nouvelle place (date où normalement un quai de réparation doit être construit). Une autre «solution» est aussi «offerte» : attendre fin 79 l'implantation d'un atelier de réparation... à Brest.

Parallèlement à ces mesures de chômage, le même Conseil d'Administration annonce la couleur en ce qui concerne les salaires. «Du point de vue social, certaines mesures de blocage de salaire seraient «nécessaires», mesures qui sont «proposées» aux travailleurs !

Et pour achever cette attaque contre les conditions de vie et de travail des ouvriers métallurgistes, la direction, à mots couverts, envisage de supprimer ce qu'elle appelle les éléments «accessoires» du salaire. Accessoires ! En fait, des éléments fixes du salaire, les avantages obtenus par la lutte des travailleurs, comme la prime de panier, une prime de 10 %, et la majoration des heures supplémentaires !

Bref, la direction des AFO, entend faire payer aux ouvriers les conséquences des «difficultés» qu'elle traverse. Ainsi, de même qu'aux chantiers navals de St Nazaire, c'est le plan Barre qui est en marche ! Les travailleurs ne sauraient l'accepter !

R. F.

CAISSE D'ÉPARGNE :

NE PAS LAISSER DE REVENDICATIONS SOUS LA TABLE !

A leur 72^e jour de grève, l'Assemblée Générale des travailleurs des Caisses d'Épargne de Paris a décidé hier la reconduction de la grève, par 748 pour sur 753. Elle a également pris la décision de se rendre en nombre au Palais de Justice jeudi soir où se tenait le tribunal des référés pour statuer à partir du rapport du consultant Jean Marx.

Pour les grévistes, ce rapport présente un aspect positif : il approuve l'exigence des grévistes du maintien de la prime de bilan, (une de leurs principales revendications) et considère que les jours de grève doivent leur être payés. Mais ce rapport n'approuve pas (ou tait) les autres revendications, dont certaines sont d'importance, comme : le recrutement de personnel (40 personnes) pour compenser l'augmentation de la charge de travail, des revendications concernant les auxiliaires (garantie de l'emploi, augmentation des salaires en fonction de l'ancienneté...). Si bien

qu'en mettant une revendication, même d'importance, en avant, les

autres risquent de passer sous la table ! La veille, mercredi soir, avaient eu lieu des négociations avec le patron, mais rien de positif n'en était ressorti. Sur le recrutement, il maintenait sa position (20 personnes) ; sur la revendication concernant les prêts consen-

tis aux employés, il revenait en arrière ; sur la prime et le paiement des jours de grève, il déclarait attendre le jugement des référés de jeudi. Il a également prévenu : «De toute manière, même si le juge vous donne raison, on fera appels».

Nathalie Dullin

UN SOUTIEN DOUTEUX

«Vendredi, entre 12 h 30 et 13 h 30, des délégations de la CGT et de la CFDT de Paris viendront apporter leur soutien et protester auprès de la direction» peut-on lire dans l'«Humanité» d'hier à propos de la lutte des «Ecuzeils». Ce que l'«Humanité» ne dit pas, c'est ce qu'il a fallu pour y parvenir. Il avait déjà fallu attendre plus de trois semaines de lutte pour que la CGT fasse des déclarations de soutien à la lutte. Là, il a fallu

quinze jours de négociations. En effet, cela fait longtemps que les «Ecuzeils» se battent pour une manifestation interprofessionnelle de soutien. Les négociations se sont engagées avec l'UD CGT, qui a proposé de faire signer des motions-pétitions. Pour la CFDT des banques, les motions ne suffisaient plus, il faut un soutien physique, avec les travailleurs des Caisses.

Finalement, mercredi, il y a eu un revirement de l'UD CGT. Elle n'est pas allée jusqu'à accepter un rassemblement le soir, comme le proposait le syndicat CFDT des Banques, mais des délégations communes UD CGT et CFDT, à l'heure du repas.

Comment expliquer cette attitude de l'UD CGT ? La CGT n'est pas présente dans la lutte. Elle n'a pas de section, mais seulement des adhérents isolés, dans les Caisses d'Épargne de Paris. Elle n'a donc pas les moyens de tenter de contrôler le mouvement bien que par le biais du P«C»F dans le syndicat SUACCE ses idées révisionnistes circulent tout de même. Et le caractère offensif de cette lutte, qui s'oppose de front au plan Barre, ne pousse pas la CGT à développer un réel mouvement de soutien ! Tous les doutes sont permis quant au caractère du rassemblement d'aujourd'hui : le choix de l'heure n'est déjà pas favorable à une participation massive, de plus quel travail de mobilisation a été fait dans les entreprises ? Drôle de soutien !



LOU : (Grenoble)
pour la prime de 600 F
Les travailleurs de Niort refusent de faire les commandes pressantes !

LA LUTTE CHEZ LOU CONTINUE

Lou est une fabrique de sous-vêtements pour femmes depuis 1953. En juillet 1975, le dépôt de bilan était déjà annoncé. L'usine était rachetée par M. Bellanger qui possède d'autres usines de sous-vêtements (3 à Niort où travaillent 600 personnes, une à Cournon en Ardèche). Depuis, les cadences ont augmenté les salaires, baissés en conséquence, et en octobre 1975, le travail aux pièces était remplacé par le travail au rendement.

Aujourd'hui, la lutte pour la sauvegarde de la prime de fin d'année d'un montant de 600 F, continue. Mercredi matin encore, a eu lieu une assemblée générale très

combative. Les grévistes sont allés dans les ateliers et 10 % des non grévistes au moins les ont rejoint dans la lutte, ce qui fait qu'environ 90 % des ouvrières sont en lutte.

Des collectes sont en train d'être organisées et des non-grévistes ont déjà donné de l'argent.

La direction, pour tenter de casser la lutte, a demandé à son entreprise de Niort d'assurer la production qui n'est pas faite, vu que de nombreuses commandes doivent partir à Noël. Les travailleurs, en signe de solidarité ont refusé d'effectuer ce travail ! La lutte continue !

SÉGUY :

RENDEZ VOUS APRES LES FÊTES

Au cours d'une conférence de presse, Séguéy a annoncé des actions d'ampleur pour janvier et proposait aux autres organisations syndicales de s'y adjoindre. Une nouvelle fois les dirigeants de la CGT essaient de prendre de vitesse ceux de la CFDT. Car telle est bien une des raisons de cette proposition : tenter d'affaiblir l'influence de la CFDT engluée dans ses problèmes internes et du PS, en faisant une démonstration de forces, et ceci à peu de temps des élections municipales.

Une autre raison est l'obligation dans laquelle se

trouve la direction de la CGT de faire quelque chose en janvier en raison du mécontentement des travailleurs, ceux de la fonction publique notamment, du fait de la non-reconduction des contrats salariaux. Séguéy parle fort de riposte, mais les dirigeants de la CGT démobilisent et cèdent dans tous les conflits importants.

Aux chantiers de l'Atlantique à St Nazaire, EDF-GDF où ils ont suspendus l'action sans que rien n'ait été obtenu, Parisien Libéré... et cela contre la volonté des travailleurs de poursuivre la lutte.

LUTTES OUVRIÈRES

Le plan Barre en action DES CENTAINES DE LICENCIEMENTS DANS LE TEXTILE ET DANS LE VERRE

Dans le même temps où Barre prétend pousser les dirigeants d'entreprises à embaucher (à grand renfort de déclaration, après son entrevue récente avec 30 responsables du CNPF), son sinistre plan s'applique, secteur par secteur. Les «carnards boiteux de l'économie» visés par cette grande lessive des restructurations d'industries, commencent à défilier de plus en plus vite ! Dans le textile, particulièrement, les coupes sombres s'opèrent :

• La Monte-Fibre France à Saint-Nabord, dans les Vosges, voit la mise en chômage partiel (du 20 décembre au 3 janvier) de son atelier polyester (210 ouvriers). Déjà depuis plusieurs mois cet atelier tournait à 50 %. Cette filiale de la

Montedison aurait enregistré en 75 et 76 des «pertes d'exploitation» importantes. Autrement dit sa rentabilité est en cause aux yeux de la maison-mère. Des licenciements à terme sont à la clef d'une telle situation. Ils se cachent sous le nom pompeux d'un «plan de sauvetage» (en fait, de restructuration accélérée) actuellement à l'étude.

• La Mas-Textile de Toulouse est également frappée ! Le recul sur le marché de RFA de la griffe d'habillement «Balzac» (que fournissait cette usine de 750 ouvriers, implantés également chez Chirac, en Corée) serait à l'origine des difficultés actuelles de la firme. Pour se maintenir sur les marchés, MAS aurait également cassé les prix

très au delà de ce qui se pratiquait dans la branche. Conjugée avec le fait que la banque régionale qui soutenait le groupe éprouvait des difficultés elle-même pour continuer, cette situation vient d'amener un dépôt de bilan. Mais déjà, Bidermann (Thiéry, Big Chief, Balsan...) vient aux nouvelles et se propose pour reprendre l'entreprise... en la restructurant («avec des mesures d'assainissement sévères»). Dans la chimie et le verre, les choses ne vont guère mieux pour l'emploi ! Licenciements et fermetures marquent également le secteur :

• Chez Riboud, on restructure aussi ! L'usine BSN de Rives-de-Giers (dans la Loire) est une de celles touchées par les licenciements concernés par la Journée Régionale d'Action pour l'Emploi tenue ce jeudi à l'appel de CGT, CFDT, FEN, FO et CFTC de la Loire. Sur les 1 000 travailleurs de l'en-

treprise, 352 sont menacés de licenciements pour la mi-77 (après les municipales, sans doute ?). Dans le même temps, ce sont vingt ouvriers sous contrats de BSN-Veauche (également dans la Loire) qui se voient «remerciés».

• La Cristallerie de Fougères dépose, quant à elle, son bilan. Alors que le conflit Réhault continue, que le chômage frappe sévèrement déjà le pays fougérais (où les hordes de Barre-Ponia menacent de plus en plus de faire évacuer des Réo de leur usine occupée), ce sont 130 licenciés nouveaux qui vont s'ajouter avec la fermeture de la Cristallerie. Un syndicat est nommé dès maintenant. La production n'en a plus que pour un mois...

L'assainissement de l'économie, les restructurations du plan Barre, c'est tout cela, parmi une liste qui désormais s'allonge et qui appelle plus que jamais la réplique ouvrière !

EDF-GDF

Suite de la une

Un argument, plus probant que le mythe de «l'opinion publique hostile» dans les difficultés rencontrées pour lutter contre le plan Barre, a pesé aussi : «allons nous partir seuls, gaziers et électriciens, contre le plan Barre ?» Dans la bouche des travailleurs cela reflète un problème réel, la volonté consciente de transcrire un rapport de force authentique contre le plan de crise et son blocage des salaires. Mais qu'est-ce que cela vaut de la part de dirigeants de l'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires CGT comme René Bidouze ?

Les fédérations syndicales ont les moyens de coordination et de mise à l'action de toutes les professions de la Fonction Publique, pour une offensive d'ensemble sur les salaires. Quant aux travailleurs, ils subissent tous les blocages de Barre : les cheminots CGT, en obligeant lors de leur récent congrès, la direction fédérale révisionniste à reprendre l'exigence de 2 300 F minimum (au lieu de 2 000 F initialement) ont bien indiqué, par exemple, qu'eux aussi étaient prêts à rentrer en lutte... A quoi rime donc de reprocher, comme lors du meeting Fonction Publi-

que de mardi, à la Bourse du Travail de Paris, à FO et la FEN seulement de «laisser manœuvrer le pouvoir et laisser passer la super-austérité» tout en renvoyant l'action indéfiniment ? D'autant qu'on s'en souviendra !

Quand Frischman (CGT-PTT, membre de la direction du P«C»F) déclarait à la Bourse du Travail «va-t-on négocier seulement après les municipales ? c'est ce que cherche le pouvoir», cela à de quoi faire réfléchir !

«L'action unie d'ampleur nationale des travailleurs de toute la Fonction Publique et Nationalisée» en janvier ne sera pas promise indument. Si les gaziers, les électriciens, les mineurs, les cheminots, tous les fonctionnaires, se retrouvent alors dans la lutte, il faudra bien que la bataille frontale sur les salaires s'engage enfin. Les fédérations syndicales auront à répondre à cette puissante exigence des manifestations EDF-GDF. «Les contrats, c'est du bidon ; Giscard-Barre veut nous voler, c'est tous ensemble qu'il faut frapper !»

S.R

SICCNA St Malo

Vers la fin du conflit !

Sept travailleurs de la SiccNa St Malo en lutte depuis mars 75 (21 mois) contre la liquidation de leur chantier naval sont venus chez Dubigeon pour une collecte de solidarité qui a rapporté 2400 F. Une rencontre fut organisée ensuite entre quelques militants de la CFDT SiccNa où ces derniers nous ont mis au courant des derniers rebondissements de l'affaire.

LA SITUATION JURIDIQUE EST RÉGLÉE

La situation juridique créée par l'ancien PDG et qui a fait durer le conflit un an de plus est maintenant éclaircie. Le jugement de la Cour d'Appel de Rennes du 30 novembre a débouté et même condamné l'ancien PDG du chantier ainsi que les différents créanciers (armateurs etc...)

LE GOUVERNEMENT PRÊT À PAYER

Les pouvoirs publics sont prêts depuis septembre 75 à déboursier 1,5 milliard pour la reprise du chantier. Il faut dire aussi que l'enjeu politique est important à la veille des élections car la SiccNa est la plus importante entreprise de St Malo et le conflit a eu un retentissement important sur la ville. Bourges, ministre de la défense et député-maire de Dinard compte se présenter à la mairie de St Malo en 77 alors...

De plus une commande importante de plusieurs chaletiers pour le Maroc serait donnée par le gouvernement aux acheteurs du chantier pour remplir le cahier de charge et permettre ainsi le redémarrage de l'entreprise. Ce qui a d'ailleurs permis à plusieurs nouveaux acheteurs

éventuels de se faire connaître alors qu'avant il n'y avait que Fournier, déjà propriétaire de deux petits chantiers.

LES NÉGOCIATIONS VONT COMMENCER

Une réunion entre le syndicat, le notaire, Fournier et un représentant de la marine marchande était prévue vendredi dernier.

Ensuite les négociations pourraient commencer bientôt entre les organisations syndicales et les acheteurs. La position de la CFDT reste ferme sur trois points :

- redémarrage du chantier
- réemploi de tout le personnel licencié le désirant.
- maintien des avantages acquis et revalorisation des salaires depuis 75. Mêmes avantages que dans les autres chantiers des acheteurs.

LES TRAVAILLEURS ENCORE AU CHÔMAGE SONT ENVIRON 200 (sur 450 licenciés en 75) mais auxquels viennent s'ajouter d'autres gars qui ont travaillé comme intérimaires ou saisonniers et qui se retrouvent maintenant sans travail.

UN NOUVEAU CHANTIER

Les conditions sont donc remplies pour créer un nouveau chantier, qui réembaucherait les anciens travailleurs de SiccNa.

Tout dépend maintenant de l'aboutissement des négociations, mais les travailleurs de la SiccNa estiment déjà avoir gagnée une victoire en tenant 21 mois et en obligeant patron et pouvoirs publics à faire redémarrer le chantier.

(Extraits de l'APL-Ouest Information n°165)

CFDT : LES «LEÇONS DE DÉMOCRATIE SYNDICALE» DE LA DIRECTION CONFÉDÉRALE

Après la dissolution de l'UL 8°-9° de Paris, puis de l'UD de Gironde, le débat sur la démocratie syndicale dans la CFDT rebondit. Les décisions du Bureau National concernant Bordeaux ont en fait valeur de test national : que valent en effet les motifs de la dissolution au plan particulier ?

Une soi-disant «priorité» accordée par le Bureau d'UD 33 aux luttes des soldats, des chômeurs et des femmes par rapport aux luttes d'entreprises contre les licenciements lui est reprochée, alors que Chatov l'un des membres du Bureau — n'est autre que le responsable de la SEP (métallurgie) dont on connaît l'action contre Durafour puis Beullac ! La preuve du caractère léger et hypocrite de l'argumentation confédérale, c'est que la circulaire de René Decaillon aux Syndicats de Gironde, à l'UR Aquitaine, aux Fédérations et Unions Régionales CFDT, sur l'affaire de Bordeaux, avoue que «le Bureau National n'a pas examiné la situation à partir du soutien à un comité de soldats» mais a essentiellement mis en cause «le fonctionnement démocratique de l'Union Départementale».

En fait de démocratie, le moins qu'on puisse dire, c'est que la Confédération donne de drôles de leçons !

Sans parler de l'inadmissible ingérence perpétrée à l'encontre de la Fédération Nationale de l'Équipement, il faut relever tout un ensemble de faits, depuis le Conseil National d'octobre, qui montre que l'actuelle direction réformatrice de la CFDT applique déjà (pour partie) le rapport Decaillon sur l'organisation de la CFDT en vue de 78, bien qu'il n'ait pas été soumis au vote, à l'époque...

Ainsi, des manœuvres s'amorcent contre toutes les traditions «fédérales» (c'est-à-dire celles qui considèrent fondamentalement la CFDT comme une union volontaire de syndicats — fédérés par professions et regroupés par unions régionales — dont la Confédération n'est que l'expression et non le centre exclusif de décision, tel qu'il ressort des statuts du Congrès d'Issy-les-Moulineaux.

LA DIRECTION CONFÉDÉRALE VEUT ÉTENDRE SON POUVOIR

La commission exécutive (se faisant mandater pour l'occasion par un Bureau National où pour l'instant, elle dispose d'une majorité plutôt confortable) s'arroge sans cesse des pouvoirs nouveaux : Moreau était ainsi intervenu dans les affaires de l'Union de Secteur de Cherbourg

NOM	Prénom
Date de naissance	
Adresse	
Entreprise	
Qualité	
Je soussigné(e) adhère au Syndicat CFDT de ma profession, je m'engage à payer régulièrement mes cotisations et à respecter les décisions et directives des différents Organes de l'organisation.	
A	Signature

En Bretagne, les partisans d'Edmond Maire et de son émule régionale Caradec, ceux qui travaillent à placer l'Union Régionale sous la coupe de la social-démocratie, font maintenant des adhésions d'un type nouveau : ceux qui se reconnaissent dans les 40 % d'opposition au 37^e Congrès d'Annecy n'ont-ils plus qu'à quitter la CFDT ? Drôle de «démocratie syndicale», encore une fois !

par dessus l'Union Régionale Basse-Normandie ; une circulaire confédérale met actuellement les syndicats en garde contre l'orientation, les pratiques et certains militants (y compris nationaux) de la Fédération de l'Équipement... Pour Bordeaux, le Communiqué du Bureau National paru dans «Syndicalisme Hebdo» de cette semaine prétend que la dissolution de l'UD 33 «consiste à tester le niveau de représentativité des responsables de l'UD de Gironde par le moyen le plus démocratique qui soit : l'organisation d'élections. Ces pieuses paroles seraient d'autant plus crédibles qu'elles ne s'accompliraient pas des pratiques manipulatoires d'éléments du PS de l'Union Régionale d'Aquitaine qui s'efforcent de reconstruire contre l'actuel Syndicat des métaux c'»

Bordeaux une nouvelle structure à leur dévotion et qui tentent de mettre les sections syndicales sous leur coupe en exigeant des Syndicats (Construction, Santé-Sociaux etc) des éléments de fichiers et conventions collectives, afin de mieux les doubler !

Non, décidément, les leçons de démocratie syndicale venant des instigateurs de l'opération des Assises dans la CFDT, ceux qui veulent mettre au pas la CFDT d'ici 78, et l'inféoder au PS, merci bien !

Cela n'a rien à voir avec la pratique d'un syndicalisme de masse et de classe démocratique à laquelle aspirent les travailleurs qui veulent (comme l'a prouvé en bonne part le Congrès Basse-Normandie, par exemple) défendre les acquis de la CFDT.

S.RAYNAL

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Sénat : rejet du projet de loi sur la fouille des véhicules

Le Sénat a repoussé par 135 voix contre 104 le projet de loi sur la fouille des véhicules qui avait été voté en première lecture par l'Assemblée Nationale. Ce projet élaboré par Lecanuet et Poniatowski autoriserait les flics à fouiller toutes les voitures, pratique qui a déjà cours illégalement. Les sénateurs par contre ont approuvé avec des modifications les deux autres textes : aggravation des peines pour transport irrégulier d'armes et port illégal d'uniforme et indemnisation des victimes d'une infraction.

Le projet de loi scélérat n'est pas pour autant enterré, une commission mixte Sénat-Assemblée Nationale va procéder à son réexamen pour le présenter sous des formes plus acceptables mais pas obligatoirement moins dangereuses.

Rennes : 3 500 manifestants pour l'acquiescement de Léon Lanoë

Léon Lanoë éducateur nantais condamné à quatre mois de prison avec sursis, pour avoir donné des préservatifs à des jeunes passait en appel devant le tribunal de Rennes. 3 500 travailleurs sociaux venus de plusieurs régions sont venus manifester devant le Palais de Justice pour exiger que Lanoë soit acquitté et pour dire que ce procès était aussi le leur. Ce qui est reproché à Léon Lanoë, l'affaire des préservatifs n'étant qu'un mauvais prétexte, c'est de ne pas avoir joué ce rôle de flic que la bourgeoisie demande aux éducateurs de tenir.

Le président a clairement exprimé cette conception en proclamant que «la jeunesse a besoin de maîtres fermes». Comme Lanoë, les 3 500 manifestants ont exprimé leur refus de ce rôle, scandant «nous ne serons pas les flics de la jeunesse». Après plusieurs incidents au cours de l'audience, le tribunal éterné par la manifestation décidait de rendre son jugement le 20 décembre.

Le barème de l'impôt

Fraction du revenu imposable (deux parts)	Taux (en %)
N'excédant pas 13 450 F.	0
De 13 450 F à 14 100 F.	5
De 14 100 F à 16 900 F.	10
De 16 900 F à 26 800 F.	15
De 26 800 F à 35 150 F.	20
De 35 150 F à 44 300 F.	25
De 44 300 F à 53 550 F.	30
De 53 550 F à 61 750 F.	35
De 61 750 F à 106 850 F.	40
De 106 850 F à 147 050 F.	45
De 147 050 F à 190 350 F.	50
De 190 350 F à 226 900 F.	55
Au-delà de 226 900 F.	60

● A L'ASSEMBLÉE : ADOPTION DU BUDGET 77

L'Assemblée Nationale a définitivement adopté le budget de l'État pour 77 qui s'élève à 333 milliards. Parmi les articles modifiés :

- les eaux minérales auront une surtaxe d'un centime par litre,
- les chèques au porteur ne seront pas supprimés,
- les feuilles d'impôt ne seront pas affichées publiquement.

Cette mesure a probablement inq iété certains parlementaires.

● Un homme de trente cinq ans, ancien de l'infanterie de marine, pris en flagrant délit de vol dans un cimetière a été arrêté et incarcéré dans l'Oise. Le juge d'instruction l'a inculpé du meurtre d'une jeune femme de vingt ans mystérieusement assassinée il y a quelques mois. On aurait retrouvé l'arme du crime au domicile de l'assassin présumé. Sept meurtres inexplicés ayant été commis depuis 1964 dans l'Oise, certains les attribuent à l'inculpé. Celui-ci nie tout ce qui lui est reproché.

Accident du travail sur un chantier de Garches

3 OUVRIERS TUÉS 3 BLESSÉS

Trois morts, trois blessés graves, sur un chantier de construction, c'est une nouvelle banale qui ne fera pas plus qu'un entrefilet dans «Le Figaro» et «Le Monde», c'est beaucoup moins intéressant que les cours de la Bourse ou les gadgets de luxe à offrir pour les fêtes.

Trois morts, n'est-ce pas le bilan quotidien dans le bâtiment. C'est ce que la bourgeoisie nomme la rançon du confort. Les victimes travaillaient pour construire des logements de luxe : la résidence «Chanteclair», pas pour des ouvriers, pour d'autres : des cadres, ceux qui les surveillent, qui conçoivent les logements ou qui s'occupent de sécurité du travail par exemple. Eux, c'est sous des tonnes de terre qu'ils sont morts, parce qu'il fallait aller vite, à l'économie et que dans cet-

te société la vie d'un ouvrier n'a d'intérêt que par les profits qu'elle permet de réaliser.

Daniel Clairet, 41 ans, Francisco Fernandez, 34 ans et Julio Fernandez, 30 ans sont morts mercredi parce qu'aucune mesure de sécurité n'avait été prise sur leur chantier par l'entreprise Satrom qui les employait.

L'accident s'est produit à Garches (Hauts de Seine) des ouvriers travaillaient dans un trou de plus de cinq mètres qu'ils étaient en train de creuser. Dans cette région, la terre est très friable, il aurait donc fallu étayer. Mais ça prend du temps et de l'argent. Un mur de terre de près de dix mètres de haut et de 1,50 mètres de large s'est effondré sur les terrassiers : 7 manœuvres et un chef d'équipe. Trois sont morts, trois autres ensevelis jusqu'à la ceinture ont pu être sauvés. Les habitants du chantier, et l'Inspection du Travail avaient remarqué qu'aucune mesure de protection n'avait été prise.

Le parquet de Nanterre qui a été aussitôt enquêter sur place a ouvert une information.

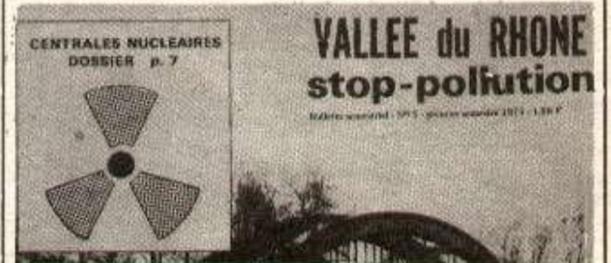
Au tribunal d'Aulnay-sous-Bois LA DIRECTION DE CITROËN EN ACCUSATION

Mercredi au tribunal d'instance d'Aulnay-sous-bois, des travailleurs de Citroën ont témoigné de la dictature fasciste qui règne à l'usine Citroën d'Aulnay. Le tribunal a examiné dans quelles conditions se sont déroulées les élections professionnelles des 26 et 27 mars 1976, remportées par le syndicat maison CFT.

Un travailleur Turc, aujourd'hui licencié rapporte comment s'est passé pour lui le vote : «Avant d'aller voter, le chef m'a remis un bulletin en me précisant bien de ramener les quatre autres. Je suis allé voter, mais je n'ai rien ramené du tout. Au retour, j'ai appris par la direction que je ne voterai plus, on m'a dit on ne peut plus te faire confiance». Un grand nombre de travailleurs d'Aulnay, immigrés pour la plupart ne savent pas lire, les bulletins de vote sont de couleur différente pour qu'ils puissent faire la différence, encore faut-il qu'on leur indique quelle est la couleur de la CGT et quelle est celle de la CFDT. Un travailleur a raconté devant le tribunal comment, sur les indications du traducteur de Citroën il a voté CFDT à son insu. Tout ceci se déroule dans un climat de violence patronale permanente : surveillance exercée par les hommes de la direction payés pour cela et pour empêcher les ouvriers de se parler, et pour empêcher à coups de barres de fers, les diffusions de tracts.

Le PCF et l'environnement

LA MAIN DANS LE SAC... DE L'EDF



EDF

Les centrales nucléaires

A NOS LECTEURS

Ce sont les annonces publicitaires qui nous ont donné les moyens financiers pour l'édition de cette revue. Les annonceurs de Vallée du Rhône/Stop pollution en sont ici remerciés.

Cela ne nous empêche en aucun cas de nous exprimer librement sur les problèmes traités. C'est ce que nous avons fait dans ce premier numéro et que nous poursuivrons dans les numéros suivants.

JET SAC - AU SERVICE DES COLLECTIVITES LOCALES

COLLECTE

JET SAC

AVANT D'ÊTRE ENVOYÉ À L'ÉDITEUR DE LA VALLÉE DU RHÔNE

L'«Humanité» du 15/12 annonce avec fierté la création d'un «comité de coordination» contre la pollution, dans la vallée du Rhône. Fierté, car son siège est à Givors, dont le maire, Camille Vallin, est du PCF. Une initiative des révisionnistes, donc. On sait aussi que l'un des principaux problèmes de «pollution» de la vallée du Rhône est le projet de toute une série de centrales nucléaires, depuis le Bugey jusqu'au Tricastin. Or voici ce qu'on trouve dans un exemplaire de la revue de ce comité, «Stop Pollution-Vallée du Rhône» de 1975 : quatre pages «d'information» de l'EDF, sur les bienfaits des centrales nucléaires. Et on lit en face : «Ce sont les annonces publicitaires qui nous ont donné les moyens financiers pour l'édition de cette revue. Les annonceurs sont ici remerciés...» Or l'annonceur était à 90 % l'EDF !

en bref...

- Le tribunal de grande instance de Marseille apprécie le guide «Gault et Millau» d'un point de vue gastronomique peut-être et sûrement du point de vue de ses appréciations racistes. Au mois de janvier Henri Gault écrivait dans son «guide» en parlant des immigrés habitant Marseille «Cette foule frôleuse, patibulaire, désœuvrée, malade, pathétique, vous enserre et ne vous quittera plus». Une organisation anti-raciste avait porté plainte. Le tribunal a estimé que cette description raciste correspondait aux faits et a donc par le fait même fait sienne cette appréciation. Il ne faut pas s'étonner si les immigrés sont toujours lourdement condamnés par les mêmes juges.
- Des cambrioleurs ont pénétré de nuit dans le musée du Louvre, un jeu d'enfants actuellement avec les échafaudages dressés contre les murs. Après avoir assommé deux gardiens, ils ont complété leur arsenal en s'emparant dans la salle des bijoux de l'épée de parade de Charles X, avant de s'enfuir. Il ne semble pas que le trafic d'armes soit le mobile de leur action, ils pourraient en effet être plus intéressés par les diamants sertis dans la garde de l'épée que par le tranchant de sa lame.
- L'évacuation des 500 fûts de produits toxiques découverts dans des carrières près du Vaudreuil (Eure) a commencé vers une destination inconnue. Il semble que ces fûts vont être chargés sur un cargo et immergés en mer du Nord, loin des regards. Corrodés par l'eau de mer en peu de temps, ils laisseront bientôt échapper leur poison qui nous reviendra un jour par l'intermédiaire des poissons !
- Le juge Ceccaldi restera substitué à Mar-

seille à la section financière, il ne sera pas muté à Hazebrouk comme le voulait Lecanuet qui n'appréciait pas les investigations de Ceccaldi sur les fraudes des compagnies pétrolières. Le «Journal Officiel» a en effet confirmé le maintien de Ceccaldi à Marseille. Sur ce point la mobilisation du Syndicat de la Magistrature qui avait appelé à une grève de 24 heures aura été payante.

● Quatre familles habitant depuis des années une maison du 15 rue de Belleville à Paris 19^e, survivent au milieu des ruines entre deux chantiers. Malgré les pétitions et les actions de la population, le préfet et la SCIC refusent en fait de reloger ces personnes parmi lesquelles 23 enfants. Ces familles soutenues par le comité de défense et d'action du 15 rue de Belleville appellent à une manifestation vendredi 17 décembre à 18 heures à l'angle du passage Kusner et de la rue de Belleville.

CISJORDANIE



La grève générale en Palestine occupée, a donné lieu à d'importantes manifestations sous le mot d'ordre : «L'OLP est notre seul représentant». Pour faire face aux soulèvements les sionistes ont imposé le couvre-feu à Ramallah et à Naplouse. Les manifestations ont été violemment réprimées : pour la première fois, les occupants ont utilisé systématiquement des balles en caoutchouc. A Jérusalem, plusieurs dizaines de jeunes manifestants ont été arrêtés et violemment tabassés par les flics. Certains sont méconnaissables.

Après la réunion
du Conseil Central
palestinien

Le Comité Central de l'OLP s'est réuni à Damas au début de cette semaine. Les principales résolutions qui ont été prises portent sur les questions suivantes :

- réaffirmation des liens historiques entre le peuple palestinien et la Syrie.

- réaffirmation de l'unité de l'Égypte, de la Syrie et de l'OLP dans leur lutte contre le sionisme.

- un hommage a été rendu à la lutte des masses palestiniennes en Palestine occupée.

- réaffirmation de l'unité nationale palestinienne, l'unité

des organisations palestiniennes

- réaffirmation de l'indépendance de l'OLP, seul représentant du peuple palestinien

- l'objectif de l'OLP est d'établir un Etat Palestinien dans la patrie.

Le nombre des membres du Conseil National passe de 180 à 250, parmi lesquels 25 membres représentants des masses vivant à l'intérieur, notamment des territoires occupés depuis 1947. Nous publierons prochainement le texte de ces résolutions.

ISRAËL : LE CONGRES DU PARTI REVISIONNISTE S'OUVRE AUX ACCENTS DE L'HYMNE SIONISTE : Le congrès du parti révisionniste israélien s'est ouvert hier, en présence du parti soviétique. Les congressistes ont chanté l'hymne sioniste, au cours de la cérémonie d'ouverture, marquant ainsi leur hostilité pour le peuple palestinien. Le parti révisionniste d'Israël affirme que la seule solution est la création d'un mini-Etat palestinien sous la coupe d'Israël. Ce parti fait le pont entre le sionisme et la politique social-impérialiste contre le peuple palestinien.

Dans les colonnes révisionnistes

LE PCF, LE TIERS-MONDE
ET LE CAPITALISME D'ETAT

Dans la dernière livraison des «Cahiers du Communiste» le PCF analyse les récentes initiatives du Tiers Monde et s'en prend au mot d'ordre d'«autonomie collective». Ce mot d'ordre s'est affirmé notamment à Colombo et à Mexico, où une conférence a été consacrée à l'examen des moyens à mettre en œuvre pour développer la coopération au sein du Tiers Monde, pour briser les courants d'échanges qui font que le Tiers Monde, effectue 80% de son commerce avec les pays industrialisés, c'est une séquelle du colonialisme qui les soumet à l'échange inégal. L'échec de Nord-Sud a montré que dans de telles conditions le «dialogue» était difficile, les pays impérialistes disposant d'importants

moyens de pression. La mise en œuvre de l'«autonomie collective» d'associations régionales, de projets communs, constitue une base plus solide de l'unité du Tiers Monde.

C'est à ce courant que le PCF s'en prend, affirmant que c'est «un repli sur soi» qui «s'il venait à s'amplifier, aboutirait à l'affaiblissement et à l'isolement du mouvement», au mépris de la réalité. Le mal, pour le PCF vient des «idéologie tiers-mondistes», de «l'illusion de pouvoir se situer à l'écart des affrontements entre socialisme et impérialisme», en termes plus précis, à l'écart de la rivalité entre USA et URSS ; ce que condamne le PCF c'est que le Tiers Monde constitue son unité aussi

contre l'URSS.

Mais pas seulement : le PCF songe un jour être au pouvoir et faire «le socialisme aux couleurs de la France». «Les processus d'internationalisation toujours plus poussée de la production appellent un large essor de formes nouvelles de coopération internationale». Le développement des formes nouvelles de la lutte des pays du Tiers Monde va à l'encontre des projets propres du PCF pour l'impérialisme français. Le capitalisme d'Etat qu'il veut instaurer en France se double de «l'internationalisation de la production» sur laquelle précisément repose la domination impérialiste, internationalisation remise en cause par la mise en œuvre de l'autonomie collective.

Les USA exercent
des pressions sur l'Inde

Les USA refusent de livrer de l'uranium destiné à alimenter la centrale nucléaire indienne tant que celle-ci ne lui aura pas livré ses déchets radioactifs. C'est à partir de ces déchets que peut être récupéré le plutonium nécessaire à la fabrication d'armes nucléaires. Ces pressions sont une tentative de contrôle sur l'utilisation nucléaire de l'Inde. Le Canada, de son côté refusait de livrer l'eau lourde nécessaire au refroidissement de la centrale. L'URSS s'est précipitée pour suppléer cette

défection.

C'était un moyen pour l'URSS de resserrer encore son étreinte sur l'Inde, au moment où celle-ci se tournait vers les États Unis pour acheter trois cents avions de combat, brisant ainsi le monopole soviétique sur l'armement indien.

Ainsi, l'Inde est l'objet de disputes acharnées entre les deux super-puissances, ce qui se traduit par des pressions de plus en plus fortes.

● HUIT TONNES DE
MUNITIONS POUR UN
GROUPE RACISTE :

Huit tonnes de munitions et des armes, de quoi équiper un groupe de combat de deux cents personnes, a été découvert à Los Angeles. De la propagande raciste anti-noire, anti-sémite et anti-mexicaine (les Mexicains, «chicanos» constituent une importante minorité nationale aux USA) a été trouvée dans les caches où se trouvaient ces armes, ainsi que des produits chimiques destinés à fabriquer des gaz empoisonnés et du napalm.

ANGLETERRE
LES SOCIALISTES
RENFORCENT
L'AUSTÉRITÉ

Le plan d'austérité a été aggravé par le ministre des finances Healey. Dans un discours prononcé mercredi aux communes, il a annoncé une «diminution des dépenses publiques». En fait, c'est la réduction des projets de construction de routes, d'écoles et de logements que cache ce vocable. Le nouveau volet du plan Healey est donc un plan de chômage qui vient s'ajouter au blocage des salaires.

A son arrivée au ministère après la démission de Wilson, Healey avait imposé un contrat social qui prévoyait un blocage des salaires à 4% de hausse, assurant qu'ainsi l'inflation redescendrait à un chiffre (inférieur à 10%). Malgré une forte opposition les syndicats avaient accepté ce plan. Aujourd'hui l'inflation a continué. Les salaires sont bloqués, s'y ajoute une organi-

sation du chômage à grande échelle.

C'est à la suite d'une mission du Fonds Monétaire International que ces mesures sont prises. La mission a imposé de telles mesures comme conditions pour que le FMI effectue le prêt demandé par l'Angleterre qui s'élève à 3,9 milliards de dollars. Dès janvier, 1,5 milliards seront versés au budget anglais, à la suite de l'acceptation des conditions par le gouvernement. A travers le FMI c'est l'impérialisme US qui impose ses conditions à l'Angleterre, qui impose à la classe ouvrière anglaise une aggravation de ces conditions de vie. Voilà ce que sont les travaillistes, les compères de Mitterrand à l'Internationale Socialiste ; la soumission à l'impérialisme US, et la politique d'austérité la plus brutale.

LA RÉFORME
DE JUAN CARLOS ADOPTÉE
PAR RÉFÉRENDUM

Suite de la une

bureaux de vote sont restés vides toute la matinée et la plus grande partie de la journée. Il en était de même dans la région de Barcelone, en Catalogne.

Les conditions même dans lesquelles s'est déroulé le vote visaient à dissuader toute abstention. Les entreprises ne payaient les demi-journées accordées aux ouvriers pour aller voter que sur présentation d'une attestation de deux scrutateurs.

Cette méthode était appliquée sous Franco, où de telles attestations étaient nécessaires en toutes circonstances. Les maintenir était un moyen de dissuasion contre l'abstention à laquelle appelaient toutes les forces de gauche et les organisations révolutionnaires.

A Madrid, pendant le vote, une manifestation a

été brutalement réprimée, à l'appel d'organisations révolutionnaires. Deux manifestants ont été gravement blessés, les flics les ont frappés et ont cogné leurs têtes sur les marches du métro.

A Pampelune, une manifestation convoquée pour vingt heures n'a pu se réunir. Après la fermeture des bureaux, les Brigades spéciales de la police armée se sont attaquées à tous les passants, en les matraquant et en les chassant dans les rues.

Les partis de gauche, le PSOE et le parti révisionniste n'avaient pas fait une campagne très active pour l'abstention. Pour eux l'important était les législatives. Santiago Carrillo avait même lancé la campagne à la veille même du référendum.

Le déroulement du réfé-

rendum avec un déploiement important de flics en tenue de combat dans les villes, avec le maintien des méthodes franquistes indiquait bien de quelle «démocratie» il s'agit dans la réforme : une démocratie qui assure le maintien de la domination de la bourgeoisie en Espagne.

LIBAN : TROIS JOURNAUX INVESTIS PAR L'ARMÉE : Les détachements des commandos de l'armée syrienne en armes ont investi les locaux des journaux «Al Moharrer», «Beyrouth» et «Al Destour». C'est une tentative évidente pour imposer les vues du régime syrien à ces journaux qui s'opposent rigoureusement à la présence syrienne au Liban.

AFRIQUE
DU SUD :
UN PRISONNIER
NOIR
ASSASSINÉ

Un africain noir gardé à vue à port Elisabeth a été jeté du sixième étage dans la cage d'escalier du siège de la Sûreté. C'est le huitième prisonnier africain que les flics racistes assassinent ainsi, dans les prisons et locaux de police.

Par ailleurs s'est ouvert jeudi le procès de plusieurs africains accusés d'avoir participé à une manifestation de soutien au FRELIMO le mouvement de libération du Mozambique. Ils risquent cinq années de prison en vertu de la loi anti-terroristes.

INTERNATIONAL

Ponomarev au journal «Le Monde»



«L'URSS PROPOSE UN PROGRAMME DE DÉSARMEMENT» CE SONT DES PHRASES !

De plus en plus de forces dirigées contre l'Europe

Lancée à la fin des années 60, par la nouvelle bourgeoisie qui avait usurpé le pouvoir en Union Soviétique, la politique de «détente» visait à faire reconnaître sa domination sans partage sur les pays de l'Est, et d'autre part, s'appuyant sur les contradictions entre l'impérialisme US et les impérialismes d'Europe, faire éclater le front de l'alliance atlantique.

En réunissant, il y a un peu plus d'un an la conférence d'Helsinki, l'URSS officialisait sa politique de «détente», en en faisant une tribune internationale de sa propagande mais qu'en est-il réellement ?

QUELLE DÉTENTE ?

Depuis une quinzaine d'années, les nouveaux bourgeois soviétiques ont considérablement renforcé leur potentiel agressif. Dans les cinq dernières années, les effectifs des troupes du pacte de Varsovie ont augmenté de près de 30 %, les forces aériennes de 40 %, et 70 à 75 % de la flotte de guerre soviétique croise dans les mers d'Europe. Le nombre de divisions de combat massées par les impérialistes d'Union Soviétique, principalement en Europe du Nord, et en Europe centrale, sont en augmentation constante et largement supérieures aux forces de l'OTAN.

En Europe du Sud, les Soviétiques disposent d'un potentiel militaire légèrement inférieur à celui de l'OTAN, mais misant sur l'instabilité de ces pays du fait de la crise, de la mobilisation des masses contre l'exploitation, et l'influence des partis révisionnistes, le social-impérialisme en profite pour y avancer ses pions au détriment de l'impérialisme US.

Dans le domaine nucléaire, l'Union Soviétique en renforçant considérablement son potentiel d'armes nucléaires est pratiquement en mesure de contester aujourd'hui la suprématie américaine dans ce domaine. De six cents fusées nucléaires principalement à tête unique, il y a quelques années, les forces du pacte de Varsovie en dispose aujourd'hui de trois mille cinq cent, à têtes multiples.

Ainsi, contestant à l'impérialisme américain la domination du monde, l'Union Soviétique parle de détente pour mieux cacher ses préparatifs de guerre, pour dissimuler son féroce appétit hégémonique.

Tout en multipliant pressions et interventions directes et indirectes sur toute la surface du globe, les nouveaux bourgeois de Moscou concentrent l'essentiel de leurs forces sur l'Europe, enjeu stratégique de la rivalité des deux super-puissances.

Ponomarev vient d'achever une visite en France. Reçu par les députés, il a prétendu dicter sa politique au gouvernement français en déclarant à deux reprises que l'URSS «aimerait voir la France participer aux efforts internationaux de recherche des voies menant à la limitation de la course aux armements, à l'interdiction des armes nucléaires et participer aux travaux des forums internationaux sur les questions de désarmement». Les députés n'ont pas bronché. Du côté de la presse, venant de toute autre

puissance étrangère un tel diktat aurait soulevé une violente protestation, ce fut en fait le silence de ce qu'on appelle «l'opinion publique». La complaisance la plus grande s'étale du fait de celle du gouvernement sur les discours soviétiques de désarmement et sur sa politique agressive en Europe. Ponomarev a atteint son but : il a fait un voyage pour gagner l'opinion publique française aux vues soviétiques. Un colloque a été organisé à l'abbaye de Royaumont sur le thème de la détente avec des représentants

de tous les partis politiques : Edgar Faure, Léo Hamon, Hernu (PS) qui se déroula avec franchise et courtoisie, d'après «Le Monde». C'est précisément ce journal qui lui donnait deux tiers de page pour développer sa propagande le jour de son départ.

Que tout au long de son voyage ses déclarations aient été généralement prises pour argent comptant que pratiquement aucune réplique ne lui ait été opposée dénonçant les visées agressives

réelles, les préparatifs de guerre affichés par l'URSS a de quoi réjouir Ponomarev : l'esprit d'Helsinki, l'esprit de soumission a gagné du terrain dans la bourgeoisie, au sein des partis comme parmi les députés, et dans le gouvernement. Moins que jamais la classe ouvrière de France ne peut laisser à la bourgeoisie le soin de défendre l'indépendance du pays, cette bourgeoisie qui se soumet aux pressions et à la rivalité des deux super-puissances.

Dans «Le Monde», Ponomarev a déversé près d'une page pour exposer ce qu'il nomme «le programme concret de désarmement de l'URSS. Et s'en prenant aux «assertions sur un prétendu accroissement unilatéral de la puissance militaire de l'Union Soviétique», il les qualifie de pures inventions. Quelle preuve donne-t-il ? Brejnev a dit que «L'union Soviétique n'a menacé ni ne menace personne ! Elle est prête à réduire ses forces armées sur la base de la réciprocité».

dans l'Océan Indien, elle l'accroît en Extrême-Orient.

Tous ces faits sont ce que Ponomarev appelle se soucier de sa propre sécurité. Pour le Kremlin, la sécurité de l'URSS est à défendre non pas aux frontières de l'URSS mais dans le monde entier ; c'est une politique d'agression. Oustinov, le ministre de la guerre affirmait, lui, au cours des cérémonies de début novembre : «L'armée soviétique est sur le pied de guerre».

participent à l'effort de guerre. En même temps, les dépenses militaires montaient en flèche : le budget militaire soviétique est de 20% supérieur à celui des USA alors que son revenu national est de 44% inférieur.

Lorsqu'ils commencent à se réaliser, ces prétendus accords sur la réduction des armements sont le prétexte pour une nouvelle course aux armements. Ainsi, les accords dits «Salt», signés à Vladivostok en novembre 74, étaient censés limiter la

LES TRAITÉS PROPOSÉS PAR L'URSS : UN MOYEN D'ASSURER LA SUPÉRIORITÉ MILITAIRE DE L'URSS !

Si l'URSS propose une kyrielle de traités de toutes sortes, elle veut que ces traités servent directement ses visées agressives. Dernièrement, elle a proposé à l'OTAN de s'engager mutuellement à ne pas utiliser les premiers l'arme nucléaire. Par ce moyen, elle voulait éliminer le point le plus fort des forces occidentales, ce qui ferait jouer pleinement sa supériorité en armes conventionnelles dont les capacités offensives sont supérieures aux capacités de l'OTAN.

Par contre, l'URSS a refusé une nouvelle fois le traité de dénucléarisation de l'Amérique Latine : ils veulent que leurs navires équipés d'armes nucléaires puissent continuer à sillonner les mers des Caraïbes. Depuis la guerre d'Angola, les flottes soviétiques se sont mises également à sillonner l'Atlantique Sud, au large de l'Amérique Latine.

Voilà le «programme concret de désarmement» de l'URSS en acte. Les propositions tonitruantes de l'URSS pour le désarmement sont une recherche systématique pour assurer la supériorité militaire de l'URSS, pour imposer son diktat. Que le personnel politique de la bourgeoisie se laisse admonester par Ponomarev à ce propos, qu'il accepte de discuter avec «courtoisie» de ces questions avec celui qui les menace est un fait inquiétant qui doit être rapproché des faiblesses accentuées du gouvernement français.

Nous ne tolérerons, ni de l'une, ni de l'autre super-puissance, les pressions et les menaces, les ingérences dans les affaires intérieures de notre pays.

Grégoire CARRAT



Chars soviétiques près de Prague.



Chars américains débarquant en Italie.

Les manœuvres de l'URSS et des USA : scénario pour une guerre en Europe.

LES SOVIÉTIQUES S'APPRESENTENT À AUGMENTER LE PRIX DU PÉTROLE

Les experts économiques de l'Europe de l'Est suivent avec attention les discussions de Qatar sur les hausses du prix du pétrole brut. En effet, l'Union Soviétique a refusé de discuter sur les prix du pétrole au-delà de 1977, malgré la demande de certains pays d'Europe de l'Est, dont elle assure la quasi-totalité des approvisionnements en pétrole brut.

Prenant appui sur les hausses décidées par les pays du Tiers-Monde exportateurs de pétrole, elle augmente le prix de ses livraisons aux pays d'Europe de l'Est, sans contre-partie. Les prix du pétrole soviétique ont été doublés en 1974, sans que les pays du COMECON voient les prix des produits qu'ils livrent à l'URSS s'accroître dans les mêmes proportions. Ainsi, l'URSS utilise ses livraisons de pétrole comme d'un moyen supplémentaire pour accroître son pillage de l'Europe de l'Est.

UNE EXPANSION SYSTÉMATIQUE DES ARMEMENTS

Elle est prête à les réduire, mais pour l'instant elle les accroît au centre de l'Europe, en mettant en place un réseau de missiles à tête multiple, en Méditerranée en accroissant sa flotte, dans le Nord de l'Europe en poussant toujours plus loin ses lignes de défense, en accroissant le nombre de ses sous-marins, en renforçant sa flotte de porte-avions Kiev qui est parti de la Mer Noire pour remonter jusqu'à la Baltique en passant par Gibraltar pour bien montrer sa puissance. Elle l'accroît

DES «ACCORDS DE DÉSARMEMENT» QUI FAVORISENT LA COURSE AUX ARMEMENTS

La seconde preuve qu'apporte Ponomarev pour étayer l'idée que l'URSS est une puissance pacifique c'est la kyrielle de propositions de traités que l'URSS a déposés tant à l'ONU qu'auprès des différents pays. Ces nombreuses propositions n'ont réduit en rien l'effort d'armement soviétique ; tandis qu'elles étaient lancées à grand battage sur la scène internationale, la production était orientée de plus en plus directement vers les besoins militaires, aujourd'hui 60% des entreprises soviétiques

production des missiles intercontinentaux et des missiles à tête multiple. En outre, les USA ont développé les missiles Cruise non prévus dans le traité et l'URSS les super bombardiers Backfire non prévus dans le traité.

L'URSS ne menace personne, prétend Ponomarev, en réalité les missiles SS 20 à tête multiple sont déployés en Europe centrale, les bombardiers Backfire sont concentrés dans le Nord Ouest de l'URSS ; les traités signés par les deux super-puissances ne font que renforcer la menace de guerre en Europe, l'URSS affirme de plus en plus nettement ses visées en Europe.

CONDITIONS DE TRAVAIL

ILS SONT DES MILLIERS D'OUVRIERS SOURDS A CAUSE DU TRAVAIL

Par René Duval

Un 82^e mort à Usinor-Dunkerque. Aujourd'hui, la bourgeoisie ne peut plus le taire. Mais, elle essaie encore, d'imposer le silence sur la mutilation que subissent chaque jour la grande masse des ouvriers. Nous avons vu récemment comment les vibrations tuaient à petit feu les travailleurs exposés. C'est aussi la situation des milliers de travailleurs soumis chaque jour à des bruits intenses. Pour eux, chaudronniers, riveteurs, ébarbeurs, se-

lon la logique capitaliste, leur vie d'exploitation, ils en finiront sourds !

La cause est, là encore, dans le système du profit, pour qui rendement et production passent avant la santé des hommes. Mais dans ce domaine, comme dans tous les autres, seule la lutte, et sous le socialisme, l'organisation de la production par les travailleurs et pour leurs besoins, permettra de mettre fin à toutes ces souffrances.

La surdité est une atteinte irréversible

La perception des sons par l'oreille se fait de deux façons : les vibrations de l'air sont transmises soit mécaniquement au tympan. Les ondes transitent alors par la chaîne des osselets puis arrivent à l'oreille interne, soit ces vibrations de l'air se transmettent à l'oreille interne directement par la voie osseuse.

Après l'oreille interne, elles sont transformées en influx nerveux par des cellules appelées cellules de Corti. Cet influx remonte au cerveau par le nerf auditif.

Si le bruit dépasse les limites tolérables, les cellules de Corti sont détruites. Cette destruction est irréversible. Un travailleur atteint de surdité professionnelle ne s'en aperçoit pas tout de suite car c'est vers les fréquences situées à 4000 hertz que la surdité commence, or la voix a une fréquence qui va de 500 à 2 000 hertz.

Puis, si l'exposition au bruit se prolonge, se sont les fréquences de la parole qui sont atteintes. Le

travailleur malade n'entend plus certaines consonnes qui ont des fréquences élevées comme les F, les K, les S. Cela suffit à rendre certaines phrases incompréhensibles pour lui. Il est souvent obligé de faire répéter lentement et distinctement pour pouvoir comprendre.

L'exposition à des niveaux de bruit élevés engendre une certaine fatigue ; si le bruit est intense, cela peut devenir douloureux. Si le bruit est très intense, comme celui d'une explosion ou d'un coup de canon, l'onde de choc rompt le tympan et la chaîne des osselets. C'est la surdité irréversible.

Si des corps étrangers comme des étincelles produites pendant le soudage d'une pièce ou l'affûtage d'un outil, ou le dégrasage d'un haut-fourneau, peuvent pénétrer dans l'oreille et déchirer le tympan, cela provoque de vives douleurs et une perte d'audition importante de l'ordre

de 50 à 60 décibels sur toutes les fréquences.

D'autres causes de surdité sont possibles. Elles sont dues principalement à certains produits chimiques et médicaments, comme le plomb, le mercure, l'oxyde de carbone, la streptomycine...

Le bruit a des conséquences sur l'organisme, les cellules chargées de transformer les vibrations de l'air en influx nerveux sont détruites ; mais le bruit est aussi redoutable à cause des conséquences de la surdité sur tous les aspects de la vie du travailleur. Car c'est toute la vie sociale, les relations avec sa famille notamment qui sont perturbées. Pour parler, il est tenté de parler fort, à l'inverse quand on lui parle, il est obligé de faire hausser le ton, cela ne facilite pas les communications. Le travailleur sourd hésite à aller au cinéma, à écouter de la musique... car les sons qu'il entend sont distordus. Dans la vie de tous les jours, ce sont les bruits les plus courants qu'il ne peut plus apprécier comme le bruissement des vagues ou des feuilles dans un arbre, le bruit d'une page qu'on tourne, de la pluie, de l'eau qui bout, des cris d'oiseaux... C'est l'impression de vivre enfermé 24 heures sur 24. Cela ne traduit pas de l'irritabilité.

Au travail, le travailleur sourd sera plus exposé aux accidents, car beaucoup de sons lui échappent comme celui d'un véhicule qui s'approche.

Il est donc nécessaire de lutter pour abaisser le niveau des bruits mais aussi pour exiger un contrôle fréquent de l'ouïe (audiogramme) pour détecter la surdité avant qu'elle n'atteigne les fréquences de la parole. Obtenir aussi d'être muté sans perte de salaire dès la moindre atteinte de

Qu'est-ce que le bruit ?

Le son est produit par la variation de pression de l'air engendrée par la vibration d'un objet solide. Les particules d'air ne se déplacent pas mais, vibrent les unes par rapport aux autres. C'est ce mouvement qui produit le son. On décrit un son à l'aide de deux grandeurs :

- L'intensité : c'est l'énergie que transmettent les particules d'air. Cela explique qu'à de fortes intensités, un son peut brûler la peau ou crever un tympan. L'intensité est mesurée en décibels (dB). L'échelle d'énergie entre le son le plus fort et le son le plus faible que l'on peut déceler à l'oreille humaine est si importante que l'on est obligé de prendre une unité logarithmique, qu'est-ce que cela veut dire ? Un son de 10dB a une énergie dix fois plus grande que le son le plus faible décelable à l'oreille humaine qui est le son de référence. Un son de 20 dB a une énergie cent fois plus grande que le

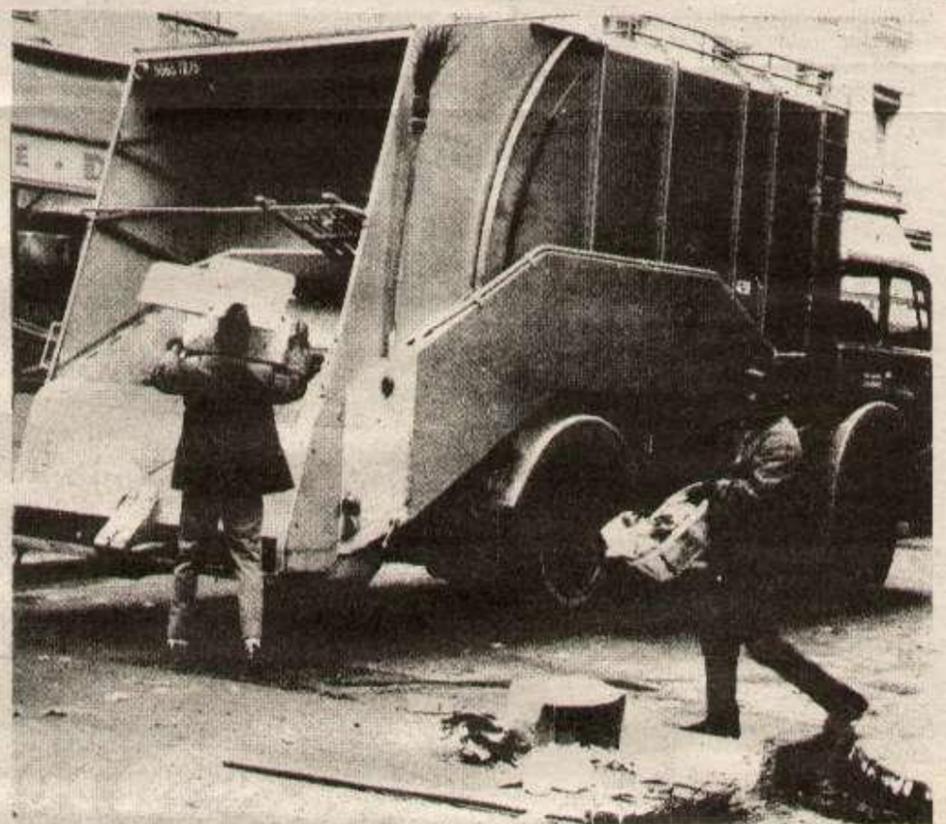
son de référence. Un son de 60dB a une énergie un million de fois plus grande que le son de référence, etc.

C'est important de bien comprendre ce qu'est un décibel, car par exemple, une ambiance sonore qui passe de 90dB à 93dB ce n'est pas quelques décibels en plus, sans importance, c'est le doublement de l'énergie sonore dans l'atelier.

- La fréquence : c'est le nombre de fois que l'air est compressé et décompressé par seconde. On la mesure en hertz (Hz). Plus un bruit est aigu, plus sa fréquence est élevée.

L'oreille humaine entend de 15 Hz à 20 000Hz. En dessous de 15 Hz, ce sont les infra-sons, au dessus de 20 000 Hz, ce sont les ultra-sons. Les deux son également dangereux pour l'homme.

(à suivre)



Les limites à ne pas dépasser

En France, il n'existe pas de texte de loi réglementant les limites d'exposition aux bruits. Il n'existe que des recommandations, sans aucun pouvoir légal donc. On peut cependant s'appuyer sur ces deux recommandations pour exiger du patron qu'il prenne des mesures pour diminuer les bruits.

La première recommandation a été faite le 17 mars 1961 par la « commission technique d'étude du bruit, du ministère de la Santé Publique », l'autre date du 22 octobre 1971 et émane de la commission technique d'étude du bruit.

En Angleterre, la limite officiellement est de quatre vingt dix décibels, mais les syndicats réclament quatre vingt décibels. En Hollande, la limite est de quatre vingt décibels.

Mais en fin de compte, la seule limite valable, c'est celle que les travailleurs doivent fixer en l'estimant la meilleure pour leur santé.

Le niveau des bruits en décibels

Seuil de sensation douloureuse	131	Avion à réaction, moteur banc d'essai
Assourdissant	120	Tonnerre, rivetage dans les chantiers navals
		Marteaux-piqueurs, usines métallurgiques
	110	Concasseurs, ateliers de chaudronnerie, engins de chantiers
	100	Rue bruyante, usine bruyante, machines de menuiserie, scies circulaires
Très fort	90	Rotatives d'imprimerie, tréfileries, bruit du métro entrant en gare
		Sifflet
Limite à ne pas dépasser	80	Bureau bruyant, bruit normal de la rue
Fort	70	Radio
	60	Domicile bruyant
Modéré	50	Conversation normale
	40	Domicile normal
Faible	30	Conversation à voix basse
		Bruit de montre
	20	Bruissement de feuilles
Très faible	10	Voix chuchotée
Seuil d'audibilité	0	

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadare et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans la manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10 rue Boyer
- «Entrepôt», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

- Mode de versement :
- En une fois
 - En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

DANS NOTRE COURRIER

Pendant les fêtes de fin d'année

Abonnez vos amis

Pourquoi tous les jours la même demi-page appelant à abonner ? Cette question nous l'avons retrouvée plusieurs fois dans notre courrier. La réponse tient en peu de mots :

1^o) Pour équilibrer notre budget, nous ne pouvons compter que sur une seule rentrée, celle que nous procurer nos lecteurs en achetant le journal ou en souscrivant. Soyons clairs, il n'y en a pas d'autre : nous ne comptons, et nous ne pouvons compter pour réaliser notre journal que sur l'aide de nos lecteurs. Grâce aux souscriptions lancées avant la parution, nous avons pu assurer le lancement du journal. Aujourd'hui, mettre l'accent sur la campagne d'abonnement, c'est s'assurer des rentrées substantielles qui nous sont nécessaires pour boucler notre budget, et envisager des investissements supplémentaires. A la différence des rentrées NMPP de la vente en kiosque, l'argent des abonnements constitue une avance sur vente, alors que les versements NMPP, d'une part se font avec deux mois de retard, d'autre part sont amputés du pourcentage que les NMPP prennent sur le prix de chaque journal vendu. Voilà une première raison qui souligne l'importance pour nous de cette campagne prolongée d'abonnements.

2^o) D'autre part, la formule d'abonné-ami vise à resserrer les liens du «Quotidien du Peuple» avec ses lecteurs les plus réguliers. La démarche de s'abonner ne constitue pas seulement un soutien financier, mais la volonté de prendre une part plus active à l'élaboration du quotidien, à sa critique, à son amélioration. C'est pourquoi, en même temps que la formule d'«abonné-ami» offre aux lecteurs certains avantages (livre, disque, abonnement à une autre revue), nous appelons vivement les abonnés à nous écrire régulièrement pour faire le point avec nous de ce qu'ils pensent de leur journal, ce qu'il faut changer.

Voilà les raisons de cette campagne. Il faut l'impulser vigoureusement. Nos appelons nos lecteurs à la prendre en main, en s'abonnant eux-mêmes ou en faisant s'abonner des connaissances intéressées par notre journal. La période de fin d'année doit être mise à profit pour cela ! Si vous avez des suggestions pour développer cette campagne, ou améliorer la formule d'«abonné-ami», écrivez-nous.

Nord : Exposition d'art contemporain

Notre région n'a que très rarement la possibilité d'assister à des manifestations culturelles intéressantes, cet état de fait restant encore trop souvent le privilège d'une métropole centralisante.

C'est pourquoi nous (quelques peintres régionaux) avons décidé d'organiser ensemble une exposition d'art contemporain qui va se dérouler à : Haulchin, salle Pablo Neruda de 2 au 18 janvier 77 (département Nord)

En organisant cette manifestation, nous nous sommes donnés pour but principal, non seulement de sensibiliser le public de province aux problèmes de l'art actuel ; public trop souvent oublié par les «hautes sphères artistiques et intellectuelles» qui régissent encore notre société, mais également de présenter un certain aspect de la recherche picturale contemporaine, ceci à travers les œuvres de plusieurs peintres régionaux ou étrangers ainsi qu'à travers celles, de quelques artistes déjà reconnus. Kigna, Framanger, et la coopérative de Malassis : Fleury, Latil, Cueco, Tisserand, Parré ont répondu favorablement à notre appel. Ces différents peintres s'inscrivent dans ce que de nombreuses critiques ont appelé «La peinture politiques». Cette tendance témoi-

gne d'un nouvel état de conscience individuelle : dénoncer la société en battant en brèche le prestige d'une tradition culturelle, les circuits de diffusion artistique, les phénomènes de spéculation. La coopérative de Malassis par exemple, en participant à l'atelier populaire des Beaux Arts en mai 68, a affirmé le retour au travail collectif, le recours à des schémas idéologiques en prise directe avec l'actualité, communiqués de façon claire et simple.

En dehors de leur impact critique, toutes ces expériences reflètent une volonté de se situer en marge des circuits habituels de distribution artistique, tentative ô combien louable lorsque l'on connaît toutes les contraintes rencontrées par les artistes dans une société «libérale» telle que la nôtre. Ces artistes engagés dans un art du contenu cherchent à réaliser une approche du langage visuel restant si possible en dehors des options à la mode. Pour un certain nombre d'entre eux, la création artistique passe essentiellement par la mise au point d'un langage désaliénant capable de révéler les tensions sociales, les conflits politiques et les paradoxes de l'actualité : ils revendiquent le droit à la révolte.

Les organisateurs de l'exposition

«LA JEUNE LUNE TIENT LA VIEILLE LUNE TOUTE LA NUIT DANS SES BRAS» à la Cartoucherie de Vincennes

Nous avons assisté ce week-end à la représentation de la pièce «la jeune lune tient la vieille lune toute une nuit dans ses bras» par le théâtre de l'Aquarium à la cartoucherie de Vincennes.

La pièce s'inspire de quatre luttes avec occupation : IMRO (Rouen), CIP (Bailleul), LIP et Réo (Fougères).

La troupe s'est tout d'abord livré à une phase d'enquête sur place, ce qui a permis aux comédiens d'avoir une connaissance concrète du déroulement des luttes ainsi que de la pratique quotidienne des travailleurs concernés.

Enrichie par cette phase préalable d'enquête la pièce se présente comme un instrument capable en retour d'avoir des effets d'éclaircissement et d'approfondissement sur les problèmes posés par les luttes en cours (unification, coordination, problème des cadres et des contremaîtres, l'objectif principal d'une lutte doit-il être la «viabilité» de l'entreprise en système capitaliste etc...)

Quelques scènes à cet égard très intéressantes

n'auraient pu être réalisées sans l'enquête auprès des travailleurs et la participation de ces derniers à leur réalisation : qu'il s'agisse de l'explication de l'exclusion des 6 délégués de l'IMRO par la FFTL ou de la tentative du nouveau patron de CIP pour augmenter les cadences grâce au chantage à la «survie contre les concurrents».

La troupe a réussi à tenir en termes théâtraux (utilisation d'objets, musique, rapports entre comédiens dans l'espace) un discours politique très clair et cohérent et qui peut être utilisé par tous les travailleurs qui se posent les problèmes fondamentaux à l'heure actuelle (les bases de la coordination, comment démasquer concrètement le révisionnisme etc...)

De plus à l'heure où les «intellectuels révisionnistes» s'embourbent eux-mêmes dans leur tentative de fossiliser les acquis de B. Brecht (cf le film «l'affiche rouge») cette pièce montre clairement l'autre voie à suivre.

Quatre lecteurs parisiens 19^e

Communiqué

LYON

A l'occasion du 32^e Anniversaire de la Libération de l'Albanie, le Comité de Lyon de l'Association des Amitiés Franco-Albanaises présentera le film :

«LE COMMISSAIRE DE LA LUMIERE»
De Anagnosti et Gjika - en V.O. sous-titré
Cinéma Le Familia - 262, rue Duguesclin - 69003 LYON
Samedi 18 décembre 18 h 00
Dimanche 19 décembre 20 h 00

Un débat sera animé par des amis de retour d'Albanie.
Entrée libre - participation aux frais



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

325 000 FRANCS

de
Roger VAILLAND

Editions Ruchet-Chastel

71^e épisode

Il baissa, trancha, sépara, jeta... Hélène baissa la manette qui commande la force motrice (pas de femme de Bionnas, sauf peut-être Marie-Jeanne, qui ne connaît la manœuvre d'une presse à injecter). Busard leva la grille; le moule ne s'ouvrit pas. Busard baissa la grille; le piston ne se mit pas en route. Il regarda sa main qui ne tenait rien, puis il leva les yeux vers sa sœur.

Hélène rencontra les yeux du garçon, mais elle eut l'impression qu'il regardait au travers d'elle. Elle courut au robinet, près de la porte d'entrée, remplit un gobelet et revint à grands pas. Elle lança l'eau au visage de son frère.

« Rentre à la maison », dit-elle.

Les autres ouvriers les regardaient, sans cesser d'ouvrir la grille de leur presse (quand ils n'avaient pas supprimé le dispositif de sécurité), détacher l'objet moulé, baisser, trancher, séparer, dans la lente cadence des presses à injecter. Ce n'était pas la première fois que la femme, la mère ou la sœur d'un ouvrier qui faisait des heures supplémentaires au-delà de l'habituelle limite des forces intervenait brutalement pour mettre fin à la prouesse.

Ils attendaient de voir qui allait l'emporter, de l'opiniâtreté de l'homme à mener l'épreuve jusqu'à son terme ou de l'indignation de la femme à l'égard d'une entreprise attentatoire au principe même de la vie.

« Il n'y en a plus que pour trois jours, dit Busard.

— Rentre manger et dormir, dit Hélène. Ton copain aussi. Vous travaillerez un jour de plus. Vous n'allez pas vous tuer pour en avoir fini un jour plus tôt!

— Je ne peux pas laisser la machine, dit Busard.

— La machine attendra aussi, dit Hélène. Le père Morel ne sera pas ruiné parce que sa presse sera restée un jour sans marcher... Non? »

Busard alla à son tour jusqu'au robinet et mit la tête sous le jet d'eau. Il revint en s'ébrouant, une auréole de gouttelettes autour du visage. L'œil était redevenu vif. Il regarda sa sœur, le sourcil froncé.

« Nous n'en avons plus que pour trois jours, répéta-t-il.

— Ça fera quatre, dit-elle.

— Quatre, je ne pourrai pas. »

Il enclencha la manette. Le piston chuinta dans le cylindre.

« J'aime mieux en finir d'un coup, dit-il. Trois jours, ce n'est pas la vie. »

Il prononça cela tout d'un trait, d'une voix égale, comme un homme parfaitement éveillé.

« Tu vois, dit-il, je tiens très bien le coup. »

Il leva la grille, détacha les carrosses jumelés. « Le mieux, continua-t-il, ce serait que, pendant ces trois derniers jours, tu nous portes les repas ici... »

— Jamais de la vie, dit violemment Hélène.

— Pour les trois derniers jours...

— C'est malsain de dormir dans votre capharnaüm.

— Trois jours », dit-il.

Il lança dans la caisse les deux carrosses symétriques et montra le calendrier épinglé sur la cloison.

(à suivre)

L'ENFANT*

DE JULES VALLES

«A tous ceux qui crèvent d'ennui au collège ou qu'on fit pleurer dans la famille... je dédie ce livre»

J. VALLES

EN FAMILIARITÉ IMMÉDIATE

Qu'apporte au lecteur actuel un livre comme «L'Enfant» de Jules Vallès ? Une foule de choses.

Et d'abord on est surpris de la vivacité, de la justesse, de la grande communicabilité du style. Vallès ne fait pas entrer avec effort sa pensée dans des phrases bien ciselées ; c'est le processus inverse qui se produit : l'afflux même des souvenirs, l'attendrissement ou la colère entraînent sa plume, font jaillir les images, nouent le dialogue avec le lecteur. Une manière d'écrire dynamique et simple, qui permet d'entrer en familiarité immédiate avec l'œuvre et son auteur. Par exemple, cette évocation de midi à la campagne :

«Les sabots des garçons de ferme battent l'heure du dîner dans la cour, et tout le monde rentre, même les poules, qui viennent attendre leur grain et se presser contre la porte. Un poussin estropié se dépêche en tirant la patte ; les abords de la maison sont vides, je vois dans les champs les charrues s'arrêter et les laboureurs s'asseoir pour manger la soupe que vient d'apporter la servante dans son tablier vert.»

«TOUS LES BRUITS GAIS DE LA VIE»

Ce qui frappe aussi dès les premières pages, c'est la sensation de voir vraiment le

monde par le regard aigu et tout neuf d'un enfant.

Vallès a la quarantaine quand il évoque ses souvenirs, mais il ne les truque pas (ou le moins possible) comme le font bien des écrivains ; il laisse remonter du fond de sa mémoire ses impressions, ses étonnements, ses grosses émotions d'enfant.

A travers son récit, nous le voyons saisir les couleurs, les odeurs, tous les bruits gais de la vie, fasciné par les gestes habiles du chaudronnier ou du charron, se plaisant dans les marchés, les rues populaires, partout où s'exprime la vie avec chaleur et spontanéité.

QU'EST-CE QUE L'AMOUR D'UNE MÈRE ?

Ce que Vallès sait rendre aussi dans son livre, ce sont toutes les interrogations qu'un enfant est amené à se poser sur l'existence, sur la société. Par exemple, l'enfant est très perplexé quant à l'amour d'une mère — la sienne le prive de tous les plaisirs de l'enfance, l'oblige à manger ce qu'il n'aime pas, rythme sa vie de bourrades, de gifles, de propos désobligeants. Tout cela pour son bien, ne cesse-t-elle de lui répéter. Mais alors, se demande-t-il, les autres mères, celles qui embrassent tendrement leur fils, leur permettent de jouer, de rire avec les enfants de leur âge, celles-là sont-elles de mauvaises mères ?

Parfois, la douleur est trop

vive et l'ironie se fait corrosive :

«Qui remplace une mère ?

Mon dieu : une trique remplacerait assez bien la mienne !»

Mais lorsqu'il arrive à l'adolescence, il comprend que c'est le système social dans lequel se trouvent engagés ses parents qui les amène à cette rudesse, à cette brutale intransigeance ; pauvres, humiliés, ils voudraient faire de leur fils un monsieur. Et le jeune Vallès se sent solidaire de ses «bourreaux» contre tous les représentants de la bourgeoisie qui, au collège ou dans la ville, humilient le pauvre pion qu'est son père et sa paysanne de mère.

Et à la mort de son père (qui pourtant n'avait pas hésité à l'envoyer dans un asile d'aliénés pour que la rumeur de ses activités politiques ne nuise pas à sa carrière !), Vallès dira avec émotion :

«S'il fut resté un homme libre, il serait encore debout au soleil, il aurait l'air de mon grand-père. Comme nous serions devenus camarades tous les deux.»

REMISE EN QUESTION DU COLLEGE

Vallès comprend donc que ses parents jouent le rôle familial de dressage et de soumission, que leur assigne la société. Il dénonce aussi le collège, autre lieu de conditionnement. Et particulièrement un enseignement grec-latin qui déracine les

jeunes de la réalité de leur époque et en fait de petits perroquets prétentieux et phraseurs.

Vallès est vraiment le seul écrivain du 19^e siècle à proposer une analyse aussi fine et percutante à la fois d'un enseignement qui dépersonnalise et abêtit. Il poursuivra cette remise en question dans le livre qui fait suite à «L'Enfant», «Le Bachelier».

A L'INDEX, LE COMMUNARD JULES VALLES

Ce n'est pas un hasard bien entendu si l'auteur de «L'Enfant», qui ose dénoncer l'institution familiale et le collège avec une ironie souvent féroce, ne figure que rarement dans les manuels scolaires. D'autant que Vallès ne s'arrêtera pas en route et qu'il se trouvera aux côtés du peuple de Paris lors de la Commune.

Parfois, des «morceaux choisis» consentent à présenter un extrait de Vallès, mais il s'agit d'ordinaire des pages les plus anodines sur les charmes de la campagne ou de sa petite ville de province.

Paule SACONNET

«L'ENFANT»* DE JULES VALLES

*«L'Enfant», «Le Bachelier» «L'Insurgé», les trois œuvres autobiographiques de Vallès sont éditées en livre de poche.

Programme télé

VENDREDI 17 DÉCEMBRE

TF 1

18 h 05 - A la bonne heure
18 h 35 - Les patapluches
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Ces animaux qu'on appelle les bêtes
19 h 20 - Actualités régionales de FR 3
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Au théâtre ce soir : La rabouilleuse
22 h 45 - Allons au cinéma
23 h 15 - TF 1 actualités

A 2

18 h 40 - Au cœur des choses
18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Un chef-d'œuvre au Louvre
20 h 00 - Journal de l'A 2
20 h 30 - Les brigades du tigre
21 h 30 - Apostrophes
22 h 35 - Musique de nuit
23 h 20 - Journal de l'A 2
23 h 25 - Ciné-club : Jean de la lune

FR 3

18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Magazines régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Jeux de 20 heures
20 h 30 - Vendredi
21 h 30 - Méditerranée
22 h 25 - FR 3 actualités
22 h 35 - Magazine régional

ESPAGNE 76 : BOULEVERSEMENTS ET RÉFORME

Du côté de la presse

reportage de Frédéric FERRER

REAMENAGEMENTS DE LA CENSURE ET LUTTES D'INFLUENCE

Les Barcelonnais ne sont pas encore habitués au nouveau spectacle qu'offrent les kiosques bariolés des ramblas. Les partis politiques, l'histoire de la guerre civile et de la II^e République — thèmes encore timidement abordés en janvier, font aujourd'hui la une d'un grand nombre de quotidiens et de revues. Parallèlement d'ailleurs se sont multipliées les publications pornographiques qui disputent à l'étalage la place aux journaux politiques.

A partir de 1938, la presse espagnole du camp fasciste a été régie par la loi de guerre établie par Serrano Suner, gendre de Franco, grand admirateur de Mussolini.

Le principe était simple et draconien : toute publication devait être soumise à la

censure préalable avant diffusion. Tout ce qui ne convenait pas au censeur était raturé et le journal devait retourner à l'impression de façon à ce qu'on ne puisse même pas remarquer, par un espace laissé en blanc, la trace de la censure.

LA LOI FRAGA

En 1966, Fraga Iribarne, alors ministre de l'information et du tourisme, prétendit «libéraliser» le régime pour mieux servir sa propagande. On doit envoyer dix exemplaires à la censure, si elle juge un article irrecevable, la publication est saisie et ne peut paraître, le directeur peut être poursuivi, condamné à une amende, le journal peut être supprimé avant tout jugement devant la juridiction fasciste des tribunaux d'Ordre Public, ordinaires ou militaires.

De plus, si une publication est saisie plus de trois fois, dans une année, son directeur est automatiquement révoqué. Ainsi, la revue «sábado Gráfico» a vu partir deux directeurs successifs.

En fait, avec ce système, la censure préalable est maintenue et on peut même

être poursuivi à cause d'un article qui n'a pas pu sortir.

Par la suite, si par extraordinaire le tribunal donnait raison au journal, les sanctions prises par le Ministère de l'information et du Tourisme n'en seraient pas moins appliquées.

L'effet principal de cette loi, c'est que la censure est déplacée et pratiquée directement au niveau de la direction qui craint de s'exposer à la répression. D'autant plus que les critères de la censure sont extrêmement vagues : est interdit tout ce qui va contre les principes fondamentaux du «mouvement», l'unité de l'Etat, la morale.

Malgré les apparences, cette loi est toujours en vigueur et permet d'enregistrer actuellement deux cas d'avertissement, amendes, jugement.

Ces transformations récentes et rapides de la presse espagnole constituent un élément important de la façade libérale que se donne le pouvoir. Pourtant peut-on dire que la liberté d'expression existe dans la presse espagnole d'aujourd'hui et jusqu'à quel point la classe ouvrière y retrouve-t-elle ses intérêts ?

que que l'opposition bourgeoise a développé sa politique de prises de contrôle de publications existantes.

Un homme comme Jordi Pujol, «représentant» de la Catalogne dans la commission des neuf constituée pour négocier avec le gouvernement est personnelle-

ment propriétaire de deux quotidiens «El diario de Barcelona» et «El conca catalan» qui ne se distinguent pas d'ailleurs très nettement des autres quotidiens de la droite catalane et d'un hebdomadaire : «Destino» toujours acquis ces dernières années.



PCE : ORGANES OFFICIEUX

Quant aux révisionnistes, ils ne sont pas des derniers en lice. «Cambio 16» écrivait récemment que le PSUC serait propriétaire de «Mundo Diario» de Barcelone. Cette information a été démentie, en fait il appartient au groupe «Mundo» financé par l'OPUS DEI. Il n'en reste pas moins que ce quotidien reflète systématiquement le point de vue révisionniste, spécialement dans sa rubrique «Mundo du travail» qui est peut-être la mieux documentée de la presse espagnole. Et il n'est pas vraiment exclu que des hommes liés au PSUC y aient une participation importante, comme dans d'autres publications.

Toutefois, les révisionnistes cherchent surtout à recruter le plus grand nombre de journalistes pour prendre le contrôle de rédactions.

Certains jouissant en effet d'une relative indépendance par rapport aux propriétaires qui sont souvent une multitude de petits actionnaires.

Pour cela, ils n'hésitent pas devant les moyens : il est arrivé que l'un ou l'autre refuse de participer à certaines luttes de travailleurs de la presse pour ne pas s'exposer à la répression.

Il dispose maintenant de véritables organes officieux comme «Arreu», «Mundo

Diario» et surtout «Triunfo» dont presque tous les rédacteurs appartiennent au PCE et dont Nicolás Sartorius (bras droit de Camacho le dirigeant des commissions ouvrières) dirige la rubrique «affaires sociales». D'autres publications, directement lancées par des secteurs proches du régime ont élargi nettement le champ de l'information traitée auparavant.

Une revue comme «Cambio 16» qui a augmenté son tirage dans des proportions considérables ou un journal comme «El País» qui appartient au groupe de Areilza, ex-ministre des affaires étrangères en association avec d'autres groupes financiers ont acquis une réputation de publications libérales avancées. Pourtant des «listes noires» qui ont été constituées pour interdire l'accès des rédactions aux journalistes d'opinion révisionniste ou révolutionnaire y sont utilisées avec plus d'attention encore que dans des organes constitués depuis longtemps et où les journalistes se sont politisés progressivement.

Par exemple, la rédaction de «El País» a été constituée sur la base de véritables enquêtes policières. Par contre, les membres du PSOE y seraient plutôt favorablement accueillis.

LA POLITIQUE «TÉLÉPHONIQUE»

Dès 1975, à la suite d'une grande grève de journaliste, on avait noté un certain changement d'attitude de la part du pouvoir.

Deux jours avant la mort de Franco, le parquet décidait pourtant de poursuivre les journaux qui feraient mention de partis politiques d'opposition. Deux mois après, il n'était plus question de cela et si l'on interdit toujours la presse d'organisation des partis d'opposition, on peut aujourd'hui parler de leurs activités et même donner des comptes-rendu les luttes populaires. Un autre aspect de cet aménagement c'est la légalisation des journaux en langue catalane, basque et galicienne.

En fait, si une plus grande latitude est laissée aux réactions, le pouvoir tente d'agir avec plus de subtilité, pratiquant intensément la «politique téléphonique» qui consiste à prévenir de ce qui ne sera pas toléré.

Par exemple, avant la grève générale du 12 novembre, le gouverneur civil

de Barcelone a réuni les directeurs de journaux et les ont avertis que tout ce qui pourrait être interprété comme un appel à la grève serait réprimé et que les journaux seraient tenus pour responsables de la manière dont elle se déroulerait. Par la suite, l'hebdomadaire catalan «Arreu» étroitement rattaché au PSUC (révisionniste) a été saisi pour avoir rendu compte de la grève du 12 d'une façon trop complète au goût du pouvoir qui n'a pas renoncé aux vieilles méthodes. Le journaliste Eugenio Suarez est actuellement poursuivi pour avoir publié une liste d'Espagnols compromis dans l'affaire Lockheed ; de même Huerta. Clavería de «Tele Express» pour avoir révélé que de nombreuses maisons closes de Barcelone avaient été montées après la guerre pour des veuves de militaires avec l'aide du gouvernement ; tout récemment, «Cuadernos para el Diálogo» avait décidé de publier une série d'encarts des différents partis politiques appelant à

l'abstention, n'a pu le faire qu'en caviardant leur signature.

Les luttes qui ne sont pas contrôlées par les syndicats à direction révisionniste et réformiste, comme la grève des postes qui a duré un mois, dirigée par le courant «minoritaire» des commissions ouvrières, sont systématiquement boycottées.

Sur ce dernier point, il y a d'ailleurs assez peu de diffé-

rence entre les journaux «libéraux» et les autres. Certains attribuent volontiers cette carence au poids de la censure fasciste. mais par delà cette réalité, il existe bien une collusion entre les divers secteurs de la bourgeoisie. Comme dans les pays de démocratie bourgeoise, les organes d'opposition savent aussi jouer leur rôle spécifique vis-à-vis des luttes populaires.

LES JOURNAUX DE L'OPPOSITION

A l'époque de Franco, les efforts des forces démocratiques étaient surtout dirigés dans le sens de la publication de revues à caractère régional qui, en abordant les questions politiques en termes généraux, par allusion, pouvaient bénéficier d'une certaine tolérance. Par ailleurs, dans la dernière période, un grand nombre de journalistes révoltés par le rôle que le fascisme entendait leur faire jouer, le contrôle quo-

tidien qu'ils subissaient avaient développé d'importantes luttes pour la liberté d'expression.

Compte tenu des positions démocratiques bourgeoises du mouvement, sa politisation a joué principalement en faveur du PCE et de la social démocratie qui ont enregistré un fort courant d'adhésion après la mort de Franco.

C'est surtout à cette épo-

ET LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Cette éclosion de «libéralisme» a soulevé bien des enthousiasmes, et continue certainement un progrès par rapport à la situation antérieure où toute information défavorable au régime était systématiquement censurée.

Mais elle profite surtout aux différents clans de la bourgeoisie qui s'y disputent aujourd'hui leur influence, alors que la presse révolutionnaire reste interdite.

Et les travailleurs n'y retrouveront pas leur compte.

Pour s'en convaincre, il suffirait d'évoquer une conférence de presse comme celle des ouvriers de Roca près de Barcelone, à laquelle j'ai pu assister. Ils luttent depuis plus d'un mois contre le licenciement de deux d'entre eux, malgré l'opposition des révisionnistes qui refusent d'organiser autour d'eux une solidarité effective.

«Mundo Diario» avait pu-

blié la veille : «les ouvriers de Roca refusent la négociation» alors que ceux-ci n'avaient fait que refuser les bases de négociations proposées par le patron.

Dans un article antérieur il avait allégrement confondu les commandos des chefs qui s'attaquaient aux grévistes avec les piquets de grève.

«C'est un véritable bouillon, disaient les délégués en s'en prenant aux journalistes, la presse ne dit rien ou déforme tout, il y en a par dessus la tête de cette presse vendue !».

Dans des cas de plus en plus nombreux, les illusions qu'on pouvait avoir sur la «libéralisation» de la presse bourgeoise s'estompent pour mettre en évidence le poids de la censure toujours présente comme le caractère de classe d'un appareil qui même lorsqu'il se «libéralise» reste au service des exploités.